



# Les affaires toxiques de Syngenta au Brésil

**Public Eye**



Laurent Gaberell



Carla Hoinkes

### Grâce à vous !

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres et donateurs.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye ou, pour en savoir plus sur notre travail, à commander gratuitement un abonnement à l'essai sur [www.publiceye.ch/membres](http://www.publiceye.ch/membres)

Cotisation-abonnement 75 fr. par an / Membre-soutien 240 fr.

**Public Eye**

## Un monde meilleur, selon Syngenta

Dans une vidéo intitulée « Le futur de l'agriculture durable », le directeur général de Syngenta, Erik Fyrwald, décrit une agriculture qui non seulement nourrit la planète, mais prend aussi soin des êtres humains et de l'environnement. Il promet : « Nous continuerons à contribuer à rendre le monde meilleur pour nos enfants, nos petits-enfants et d'innombrables générations à venir. »

L'écart entre ces belles paroles et les pratiques du géant bâlois est toutefois immense, comme nous le montrons dans ce numéro spécial de notre magazine. Pendant plusieurs mois, Public Eye a enquêté sur le commerce très secret des pesticides extrêmement dangereux. Nous avons croisé des données exclusives de l'industrie avec la liste des 310 substances les plus néfastes établie par le Pesticide Action Network. Cette démarche inédite montre qu'aucune autre société au monde ne gagne autant d'argent avec les pesticides extrêmement dangereux que Syngenta. Ses terres de prédilection ? Des pays en développement et émergents où les réglementations sont plus faibles qu'en Suisse et dans l'Union européenne.

Afin de comprendre les conséquences de l'utilisation massive de telles substances, nous nous sommes concentrés sur le Brésil, premier utilisateur de pesticides au monde. Nous avons analysé des données provenant du programme

national de contrôle de l'eau potable, et découvert que des millions de Brésiliens et Brésiliennes sont exposés à un cocktail de pesticides dont les effets, à long terme, pourraient être explosifs.

Dans l'État du Mato Grosso, au cœur des monocultures voraces en pesticides, nous avons rencontré des parents d'enfants malades, des enseignantes, des travailleurs agricoles et des experts en santé publique. Bon nombre ont peur de parler ouvertement ; d'autres ont décidé de se battre. Se battre contre les excès d'un modèle d'affaires dont les conséquences dévastatrices sur la santé et l'environnement sont toujours plus évidentes – en dépit des efforts de l'industrie pour empêcher une prise de conscience et une régulation indispensables.

Dans sa vidéo promotionnelle, Erik Fyrwald parle aussi « des engagements » que Syngenta veut prendre pour que « les bonnes choses » arrivent. Renoncer à vendre des pesticides extrêmement dangereux serait déjà un premier pas essentiel. Si le géant bâlois n'avance pas volontairement, un « oui » à l'initiative pour des multinationales responsables lui donnera « un coup de pied au derrière » dans la bonne direction.



Une gigantesque épandeur à pesticides sur un semi-remorque à Sinop, dans le Mato Grosso (Brésil).

Notre reportage

### **La vie au milieu des monocultures**

Dans l'État brésilien du Mato Grosso, d'énormes quantités de pesticides extrêmement dangereux sont épandues. Quelles en sont les conséquences pour la population de la région ? Nous nous sommes rendus sur place, en quête de réponses. ▶ p. 4

En chiffres

### **Le marché mondial des pesticides**

Combien gagnent les principaux fabricants de pesticides extrêmement dangereux ? Et où les commercialisent-ils ? Quels sont leurs produits phares ? Les réponses en chiffres, sur la base de données exclusives. ▶ p. 16

Le contexte

### **Les milliards toxiques de Syngenta**

Selon nos estimations, Syngenta a réalisé en 2017 près de 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires avec des pesticides extrêmement dangereux. Au Brésil, des millions de personnes sont exposées à un cocktail de pesticides dont les effets, à long terme, pourraient être explosifs. ▶ p. 20

Étude de cas

### **Atrazine : vendue au Brésil mais interdite en Suisse**

L'atrazine est interdite en Suisse. Mais au Brésil, Syngenta continue de gagner des millions en commercialisant cet herbicide dangereux pour la santé. Sa concentration dans l'eau potable est des plus préoccupantes. ▶ p. 28

L'impact sur la santé

### **Une bombe à retardement**

Les preuves scientifiques s'accumulent sur le lien entre pesticides et cancers, malformations et troubles hormonaux. Quatre cas concrets dans quatre régions brésiliennes. ▶ p. 32

### **Nos revendications**

Ce que nous attendons de Syngenta et de la Suisse ▶ p. 34

### **Notre pétition**

Merci de soutenir notre campagne en signant et en faisant signer la pétition ! ▶ p. 36



Toutes les images de notre reportage au Mato Grosso ont été prises par le photographe brésilien Lunaé Parracho. Le reportage a été réalisé par Timo Kollbrunner, en collaboration avec Carla Hoinkes et l'organisation brésilienne Repórter Brasil. Nous remercions la journaliste Luana Rocha pour son travail de préparation. Son enquête est publiée en portugais sur [reporterbrasil.org.br/](http://reporterbrasil.org.br/)

Ce numéro spécial a été réalisé sur la base de notre rapport **Highly hazardous profits. How Syngenta makes billions by selling toxic pesticides** (56 pages, avril 2019) de nos spécialistes en agriculture Laurent Gaberell et Carla Hoinkes. Le rapport est disponible sur [www.publiceye.ch/pesticides](http://www.publiceye.ch/pesticides)

# Au royaume des barons de l'agro-industrie

A large agricultural sprayer is shown in the middle ground, moving across a vast green field. The machine is orange and black, with long horizontal arms extending across the field. The background shows a clear sky with some light clouds. The foreground is a blurred green field, suggesting the viewer is looking from a distance. The overall scene is a typical agricultural landscape in a large-scale farming operation.

C'est sans doute dans l'État brésilien du Mato Grosso que l'on épand le plus de pesticides au monde. Quel impact cette pratique a-t-elle sur la population ? Reportage au cœur de ces immenses monocultures de soja, de maïs et de coton, sur les traces toxiques d'un modèle d'affaires lucratif aux conséquences désastreuses pour la santé et l'environnement. Dans un monde où, par peur de représailles, le silence est la règle.

TIMO KOLLBRUNNER

« C'était un bandit », nous confie Wilson Santos, avant de s'enfoncer dans son fauteuil en cuir. Le « bandit » en question s'appelait Wagner Florêncio Pimentel. Depuis décembre 2017, cet entrepreneur agricole était incarcéré pour avoir mis en place une structure financière ayant permis à des négociants de soustraire plus de 35 millions de dollars d'impôts en cinq ans. Pour réduire sa peine, il avait accepté de collaborer avec la justice. Mais un jour avant sa première déposition, il est tombé sous les balles au volant de sa voiture à Cuiabá.

Wilson Santos est député d'un parti centriste au Parlement du Mato Grosso. De 2005 à 2010, il était maire de la capitale Cuiabá, où il nous reçoit à la mi-février dans son bureau climatisé. Quelques jours plus tôt, il a déposé une motion demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire. C'est la troisième de ce type en quelques années, mais elles sont restées sans effet, nous explique-t-il. Il voudrait connaître le montant des déductions fiscales accordées par l'État aux grandes entreprises agricoles, ou des impôts qui lui échappent. La

somme dépasse nettement les 500 millions de dollars, selon ses estimations. Mais rien n'est entrepris pour y remédier, car l'industrie agricole – ou « agronegócio » comme on l'appelle au Brésil – est tout simplement trop puissante. « Le système est paralysé. Trop d'argent et de pouvoir sont concentrés entre les mains d'une poignée d'acteurs. C'est difficile de faire changer les choses. »

Et pourtant le député Santos n'est pas vraiment le mieux placé pour jouer le rôle du noble juge contre les puissants barons de l'agro-industrie. L'année dernière, il a été condamné à verser quelque trois millions de dollars de remboursements et amendes pour avoir accordé à des entreprises des emplacements publicitaires publics sans appel d'offres et sans contrepartie apparente alors qu'il était maire de Cuiabá. Dans une autre affaire, il est suspecté de corruption et de blanchiment d'argent. Lorsque nous le rencontrons, Wilson Santos ne rate d'ailleurs pas une occasion de mentionner que l'État du Mato Grosso « doit vraiment beaucoup » à l'agro-industrie. Bienvenue à Cuiabá, l'autoproclamée « capitale de l'agro-industrie ».

### Deux fois et demie la Suisse... en champs de soja

Le Brésil est le deuxième exportateur mondial de matières premières agricoles après les États-Unis, et l'État du Mato Grosso est le principal producteur du pays. C'est ici que sont cultivés 27 % du soja, 31 % du maïs et 68 % du coton brésiliens. Les terres consacrées à la culture du soja ont connu une expansion impressionnante ces dernières années : en 1998, elles occupaient 2,7 millions d'hectares dans le Mato Grosso ; en 2008, 5,6 millions ; et en 2018, 9,5 millions ! En guise d'illustration : ces 9,5 millions d'hectares représentent exactement la surface dont auraient besoin les 212 millions de Brésiliens et Brési-

---

**Au cours des vingt dernières années, rien qu'au Mato Grosso, 14,5 millions d'hectares de forêt amazonienne ont été abattus – une superficie qui représente 3,5 fois celle de la Suisse.**

---

liennes pour jouer au football en même temps, à onze contre onze, sur des terrains aux dimensions officielles de la FIFA. Le maïs couvre près de cinq millions d'hectares, et le coton 600 000. Au cours des vingt dernières années, rien qu'au Mato Grosso, 14,5 millions d'hectares de forêt amazonienne ont été abattus – une superficie qui représente 3,5 fois celle de la Suisse.

### 64 litres de pesticides par personne

Les variétés de soja, de maïs et de coton cultivées ici, dont la plupart sont génétiquement modifiées, de-

mandent une quantité massive d'insecticides, d'herbicides et de fongicides. Aucun pays au monde n'épand autant de pesticides que le Brésil. Et l'État du Mato Grosso consomme à lui seul 20 % des volumes.

Selon les chiffres de l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMT), près de 208 millions de litres de pesticides ont été épandus dans l'État en 2015. Ce chiffre représente environ 64 litres (avant dilution) par personne. Sur les 15 substances les plus employées, 11 sont classées comme des « pesticides extrêmement dangereux » (en anglais Highly Hazardous Pesticides ou HHP) par le réseau international Pesticide Action Network.

Quelles conséquences ces substances toxiques ont-elles sur la santé de la population du Mato Grosso ? En réponse à cette question, un nom est systématiquement évoqué : celui du D<sup>r</sup> Wanderlei Pignati, professeur à l'UMFT, à Cuiabá. Son équipe est la seule à mener, depuis des années, des recherches sur cette problématique au Mato Grosso. Dans plusieurs études, Pignati et ses collègues ont mis en évidence une corrélation statistiquement significative entre l'utilisation de pesticides dans la région et les cas de cancer chez les enfants et les jeunes. Ils ont en outre constaté que les enfants dont les parents avaient été exposés à des pesticides avaient un risque nettement plus élevé de naître avec des malformations.

### La fille « spéciale » d'Antonio

Nous voulons mieux comprendre le quotidien de celles et ceux qui vivent au milieu de ces gigantesques exploitations constamment arrosées de substances toxiques, connaître le point de vue des médecins sur le lien entre les pesticides et certaines maladies, et parler avec des personnes qui en paient le prix fort.

À l'instar d'Antonio Lemos Correa, 34 ans, que nous rencontrons dans les bureaux de l'Associação de Espinha Bífida de Mato Grosso, à Cuiabá. Le spina-bífida est une malformation congénitale du tube neural dans la colonne vertébrale pouvant entraîner des déficiences visuelles, des paralysies et une perte de contrôle du côlon et de la vessie. Des études font état d'une corrélation entre l'exposition des parents aux pesticides et la probabilité de l'enfant de souffrir du spina-bífida. Antonio ne savait rien de tout cela... jusqu'à la naissance de sa fille, Emanuely. La grossesse avait déjà été compliquée, nous raconte le père, puis le bébé est venu au monde avec un kyste « de la taille d'un melon » dans le dos.

Antonio nous montre fièrement des photos de sa fille sur son téléphone : Emanuely en ballerine, avec des attelles aux jambes afin d'éviter qu'elle ne se casse les chevilles, dans lesquelles elle n'a plus aucune sensation. « Les médecins nous ont dit qu'elle ne pourrait jamais marcher.

► **Le marché des pesticides au Brésil** : p. 18

► **Les conséquences des pesticides extrêmement dangereux sur la santé** : p. 32



Et aujourd'hui elle fait de la danse classique. Je remercie chaque jour Dieu de m'avoir donné une fille si spéciale», nous confie-t-il. Les médecins lui avaient demandé s'il vivait près d'exploitations agricoles. « Oui », avait-il répondu. S'il avait lui-même été exposé à des pesticides ? « Oui » également. Antonio, qui tente aujourd'hui de subvenir aux besoins de sa famille en vendant des panneaux solaires, travaillait à l'époque comme journalier dans plusieurs exploitations agricoles. Il officiait régulièrement comme « bandeira », guidant au drapeau depuis les champs les pilotes chargés de l'épandage aérien. Il portait alors un bonnet et une chemise à manches longues comme seule « protection ». Le soir, il était souvent pris de maux de tête et d'étourdissements. Il ne savait pas quelles substances étaient épandues. Les entrepôts dans lesquels les produits étaient stockés étaient gardés par des hommes armés.

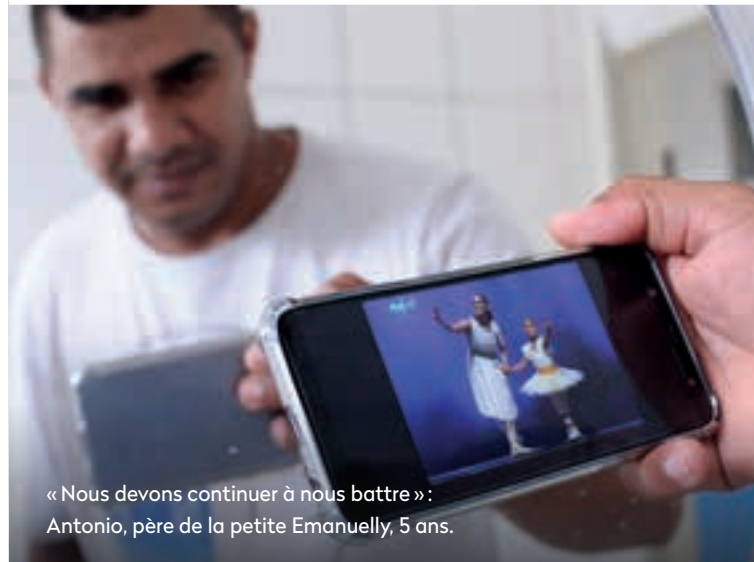
#### « Des fourmis contre des loups »

Selon Antonio, les cas de spina-bifida sont beaucoup plus nombreux depuis quelques années. Et la plupart des enfants traités à Cuiabá viendraient de régions d'agriculture intensive. Il connaît plus de dix cas rien que dans le village où il habitait avant. Chaque maladie est un cas particulier, concède Antonio, « mais quand il y a presque toujours un lien avec les pesticides, est-ce qu'on peut croire à une simple coïncidence ? », se demande-t-il. L'organisation au sein de laquelle il s'engage aujourd'hui lutte pour que les victimes bénéficient d'un plus grand soutien et que des mesures de protection plus efficaces soient prises, y compris l'interdiction des pesticides particulièrement dangereux. Elle demande également que les maladies soient enfin spécifiées dans les registres, plutôt que la simple mention de « malformation » sur les certificats de naissance. Cela permettrait enfin de mettre en évidence la recrudescence inhabituelle des cas de spina-bifida.

Tant que cela ne sera pas possible, les études scientifiques ne pourront que tirer des conclusions de nature générale. Une étude menée en 2016 par l'équipe du professeur Pignati dans le Mato Grosso montre, par exemple, que le risque de malformation chez l'enfant est plus de quatre fois plus élevé si ses parents ont été exposés à des pesticides, et plus élevé encore si son père travaillait dans l'agriculture. « Mais les barons de l'agro-industrie contrôlent tout ici, même la politique. Et ils n'ont aucun intérêt à ce que ce lien soit mis en lumière », estime Antonio. « Nous devons continuer à nous battre. Nos enfants ont besoin de nous. Mais nous sommes comme des fourmis qui luttent contre des loups. »

#### Pesticides et leucémie chez l'enfant

Souçonner que les pesticides sont la cause de la maladie de son enfant, et ne pas pouvoir le prouver : une réalité qu'Elisangela Silva dos Anjos connaît trop bien. Nous la rencontrons à Cuiabá, dans la cour de l'Associação



« Nous devons continuer à nous battre » : Antonio, père de la petite Emanuely, 5 ans.

Amigos da Criança com Câncer, une organisation de soutien aux enfants atteints de cancer. Elisangela, 36 ans, vit avec ses trois enfants et son mari dans la petite ville de Lucas do Rio Verde, à 300 kilomètres au nord de Cuiabá. Depuis trois ans, elle parcourt régulièrement cette longue distance avec son fils cadet Kalebi, âgé de 5 ans.

Quand il avait deux ans et trois mois, Kalebi a soudain été pris d'une forte fièvre pendant la nuit. Le lendemain matin, le petit garçon était toujours très faible, ne se déplaçait plus comme d'habitude, traînait une jambe et avait le teint blême. Rien de grave, selon le personnel des urgences, peut-être un nerf qui s'était coincé. Mais quand, le soir même, Elisangela lui a pincé le bras et qu'un gros hématome s'est tout de suite formé, elle a su qu'il « y avait vraiment un problème ». L'hôpital de Rio Verde a fait un prélèvement sanguin et diagnostiqué une leucémie. Kalebi a ensuite été traité par chimiothérapie à Cuiabá, jusqu'à ce que les cellules cancéreuses aient été détruites. Il doit désormais s'y rendre une fois par mois pour un contrôle, pendant huit ans.

Il a scientifiquement été prouvé que les pesticides peuvent accroître le risque de leucémie chez l'enfant. Une étude menée dans les hôpitaux de treize États brésiliens a notamment démontré que les enfants dont la mère avait été exposée à des pesticides pendant sa gros-



« Personne n'ose en parler » :  
Elisangela, la mère de Kalebi.

sesse présentaient un risque plus élevé de souffrir d'une leucémie au cours de leurs deux premières années de vie. Elisangela nous raconte que la famille vivait alors près d'une plantation de coton. « Notre maison était constamment remplie de particules de coton. » Et son mari, qui était alors mécanicien sur une exploitation agricole, embrassait sa famille en rentrant du travail,

---

**« Les barons de l'agro-industrie contrôlent tout ici, même la politique. Et ils n'ont aucun intérêt à ce que le lien entre pesticides et risque pour la santé soit mis en lumière. »**

---

alors qu'il portait encore ses vêtements professionnels desquels émanait « une odeur chimique ». Le fils de l'ancien employeur de son mari, qui exploitait une ferme, et la fille d'un de leurs voisins avaient également contracté une leucémie. Pour Elisangela, il ne fait aucun doute qu'il y a un lien entre ces maladies et l'utilisation de pesticides dans les champs autour de Lucas do Rio Verde. « Mais personne n'ose en parler. »

### **En route vers la prochaine « capitale de l'agronégocio »**

Nous décidons de nous rendre dans la ville où Elisangela vit avec sa famille. Direction : Lucas do Rio Verde, où une collaboratrice du D<sup>r</sup> Pignati a analysé, en 2010, le lait maternel de 62 femmes, et trouvé des résidus de différents pesticides dans chacun des échantillons. Tous contenaient notamment des traces de DDT. Cette substance très persistante, qui était autrefois produite par Ciba-Ceigy, l'ancêtre de Syngenta, est toujours détectée au Brésil, bien qu'elle n'y soit plus autorisée à des fins agricoles depuis vingt ans.

Plus nous nous éloignons de Cuiabá, plus les arbres sont petits, et plus les champs aux lignes précises, typiques des plantations de variétés transgéniques, sont immenses. En ce mois de février, les travailleurs agricoles s'affairent à la récolte des derniers plants de soja, ou sèment déjà le premier maïs « safrinha » pour la deuxième récolte. « Mato Grosso » signifie « brousse épaisse », mais au vu du paysage que nous apercevons depuis la route, on serait tenté de rebaptiser l'État « Campo Infinito ».

Nous bifurquons pour emprunter la BR 163, connue comme la « route du maïs » du Mato Grosso, et commençons alors à dépasser d'innombrables camions anonymes et poussiéreux qui transportent du soja en direction du port de Santarém, à quelque 2000 kilomètres au nord.



Les mascottes Luquinha et Preciosa (en haut à droite) : les plantations de maïs et de soja attirent les abattoirs.



« Les emplois sont rares ici » : l'employé de la ville chargé d'épandre un pesticide de Syngenta.

Puis nous passons à côté d'un premier silo gigantesque portant les logos des géants de l'agroalimentaire Bunge, Louis Dreyfus, Cargill et Cofco. Enfin, nous arrivons à Lucas do Rio Verde, petite ville de plus de 60 000 âmes entourée d'exploitations agricoles et qualifiée de « capitale de l'agro-industrie » dans le bulletin officiel de l'État du Mato Grosso en 2018. L'air est chargé d'une odeur pestilentielle : comme du foin fermenté, mais en plus désagréable encore. Elle provient des gigantesques silos de soja. « Ça sent souvent comme ça ici », nous dit-on.

### **Poulets, porcs, soja, maïs**

Comment décrire Lucas do Rio Verde ? Nos premières impressions : une petite municipalité comptant certainement la plus grande densité d'ateliers de montage de pneus au monde – pour les milliers de camions qui la traversent en permanence. Les deux mascottes de la ville peuvent également nous aider à en saisir les contours. La première est un porcelet de six mètres de haut, dénommé Luquinha, qui porte un épi de maïs dans une main et des fèves de soja dans l'autre. La seconde, Preciosa (la précieuse), est un poulet de dix mètres qui trône sur un giratoire à la sortie de la ville en hommage à l'industrie de la volaille. En suivant cette route, nous passons près de l'énorme abattoir du géant brésilien de l'agroalimentaire BRF, qui emploie ici

4500 personnes pour transformer quelque 300 000 poulets par jour. La raison pour laquelle la multinationale s'est installée ici est évidente : l'abattoir est entouré de champs

---

**Ses mains et ses poignets sont couverts de taches claires. La dépigmentation est causée par le « veneno », nous dit-il, le poison.**

---

dans lesquels poussent le maïs et le soja nécessaires à l'engraissement des volailles. Il est fort probable que vous ayez vous-même déjà mangé un poulet provenant de ces installations : selon les statistiques de l'administration fédérale des douanes, la Suisse a importé plus de 45 000 tonnes de volailles en 2017, dont près de 18 000 du Brésil.

### **Le silence des médecins**

Mais pour comprendre Lucas do Rio Verde, le mieux est encore d'aller à la rencontre de la population locale. Nous commençons par discuter avec Claudiomir Boff, président du syndicat des travailleurs agricoles, qui nous en dit plus sur l'utilisation de pesticides dans



la région et ses conséquences sur la santé. Il nous conseille d'aller à l'hôpital pour nous faire une idée et propose de nous organiser une visite, puisqu'il est également le président de la fondation qui gère l'établissement hospitalier. Une de ses collègues est censée nous contacter, mais nous l'attendons en vain, et Claudiomir ne répond plus à nos appels. Nous nous y rendons donc par nous-mêmes. À l'hôpital, on nous assure que la personne responsable va nous appeler, mais toujours rien. Quelques jours plus tôt, nous avons déjà cherché à discuter avec des médecins de l'hôpital universitaire de Cuiabá, en vain. Et nous connaissons le même échec lorsque nous nous rendrons plus tard à Sinop. Le lien potentiel entre pesticides et santé est visiblement un véritable tabou pour le corps médical de la région.

### **Des giratoires infestés de parasites**

Notre déplacement à l'hôpital de Lucas do Rio Verde est néanmoins très instructif. Car sur le trottoir de l'Avenida Brasil, nous rencontrons un homme en habits de protection qui épand un mélange de pesticides. Il est employé par la mairie pour pulvériser les giratoires et les espaces verts qui séparent les voies de circulation. Il nous explique que les produits chimiques utilisés dans les champs font fuir les insectes, qui viennent se réfugier en ville. Et l'infestation ne cesse d'empirer d'année en année. L'insecticide de prédilection de la ville est actuellement l'Engeo Pleno, du géant suisse Syngenta. Le produit est une combinaison de thiaméthoxame – un néonicotinoïde « tueur d'abeilles » – et de lambda-cyhalothrine, un insecticide classé « perturbateur endocrinien » qui, selon les indications de Syngenta, peut entraîner une irritation aiguë des voies respiratoires, de la peau et des yeux. L'UE estime que cette substance peut même entraîner la mort en cas d'inhalation.

L'employé de la ville en est probablement conscient, mais s'il garde ses gants en caoutchouc, il n'arrive pas à retirer le film de protection en aluminium de la bouteille de pesticide. Alors il les enlève et appuie sur la languette avec son pouce jusqu'à ce qu'elle se déchire. Le produit éclabousse. Ses mains et ses poignets sont couverts de taches claires. La dépigmentation est causée par le « veneno », nous dit-il, le poison. Elle s'accompagne de démangeaisons. Sa mauvaise toux viendrait aussi de la manipulation de pesticides. Bien sûr, il préférerait faire un autre métier, nous confie-t-il, mais il n'a pas fait assez d'études, et les emplois sont rares ici. Il met son masque et commence à pulvériser la pelouse. Une forte odeur de chlore se dégage, accentuée par des émanations âcres.

### **« Notre nature a disparu »**

Le lendemain, nous quittons la ville pour aller à la rencontre des personnes qui vivent aux abords des exploitations. Dans le district de Groslândia, entouré de champs, nous nous arrêtons devant une petite maison rudimen-

taire. Darino da Silva, 50 ans, profite de son jour de congé sous sa véranda. Nous l'abordons, et il s'empresse de nous servir un verre de Guarana bien frais. Darino a commencé à travailler dans les champs à l'âge de 12 ans – il y a 38 ans. Il est employé depuis 20 ans par la même exploitation, non loin d'ici. Son salaire lui suffit pour vivre convenablement, nous dit-il. Sa femme est décédée il y a dix ans d'une insuffisance rénale dont la cause n'a jamais été établie. Darino se garde de faire la moindre critique à l'encontre de son employeur, pas plus que sur les propriétaires terriens ou l'industrie agroalimentaire.

Mais il nous confie que les bananes qu'il cultive derrière sa maison sont de plus en plus petites depuis 5 ans, aujourd'hui de la taille d'un pouce. Il nous parle du citronnier qu'il a dû abattre car il avait pourri. Les attaques de parasites sur ses plantes sont les pires entre novembre et février, quand le soja puis le maïs poussent dans les champs. Et puis il y a l'odeur nauséabonde dans le village : « Quand ils épandent, je ferme toutes les fenêtres », nous explique-t-il. Les voisins empêchent leurs enfants de sortir. Ces derniers souffrent souvent de maux de tête, et ils doivent régulièrement être traités au dispensaire.

Puis Darino nous parle du passé : des aras, avec leurs vives couleurs, qui venaient lui rendre visite dans son jardin il y a encore quelques années. « Ici, là et là », nous dit-il en montrant les alentours de sa maison, « partout, il y avait de la forêt ». Il y chassait le sanglier et les rongeurs. Aujourd'hui, seuls des champs s'étendent à perte de vue, le plus proche commençant à vingt pas exactement de sa maison. Un engin est en train d'y épandre des pesticides. Darino nous raconte que des tapis, des fourmiliers et des jaguars vivaient dans la région à l'époque, que les pluies étaient plus longues et plus intenses, que les températures étaient plus basses. Aujourd'hui, seules quelques rares colonies de sangliers arpentent encore les champs à la recherche de nourriture, et les exploitations s'étendent à perte de vue jusqu'aux fines rangées d'arbres encore debout sur les rives de la rivière. « Notre nature a disparu », déplore Darino.

### **L'apprentissage ludique vu par Syngenta**

Nous reprenons ensuite la route et nous arrêtons aux abords d'une école entourée de champs de soja. Une cinquantaine de mètres séparent l'établissement des exploitations agricoles. Ce n'est pas dangereux ? La directrice nous reçoit très aimablement, mais dès que nous abordons la question des pesticides, son visage se crispe. « Cela ne pose aucun problème ici », nous affirme-t-elle. Bien sûr, il y a de fortes odeurs dans l'école pendant l'épandage, et elle ne peut pas affirmer que les pesticides ne causent aucun problème de santé. Mais les enfants ici se portent très bien, et il faut voir aussi tout ce que l'agriculture a apporté au village. Avant, il n'y avait pas d'éclairage public ni d'air conditionné, nous dit-elle.



« Avant, il y avait partout de la forêt ». Aujourd'hui, l'épandeur à pesticides passe juste devant la maison.



Quand nous mentionnons Syngenta, elle nous demande d'attendre un instant, sort du bureau et revient très vite avec un document. Il est intitulé « Le jeu de l'environnement » et porte le logo du géant suisse. Dans ce jeu de dés, largement diffusé par l'intermédiaire d'une fondation, Syngenta explique aux enfants comment garantir la sécurité alimentaire mondiale. Le groupe y présente aussi sa définition de « la durabilité » : « Augmentation de la production sans recourir à plus de terres, utilisation responsable des ressources naturelles et promotion de la biodiversité. »

### Zone interdite

Pendant que la directrice nous montre le jeu, notre collègue brésilien entend une tout autre histoire dans la cour de l'école. Une enseignante en biologie lui confie ses inquiétudes. Le nombre d'enfants souffrant d'autisme est préoccupant, et elle suspecte fortement que cela soit dû aux pesticides. Elle a déjà travaillé dans plusieurs écoles, mais n'a jamais vu autant de cas. Elle a voulu faire tester les nappes phréatiques de la région, mais a dû y renoncer en raison de l'opposition de certains pères de famille, dont bon nombre travaillent dans l'agriculture. Il y a certains sujets que l'on n'a pas le droit d'aborder. « On ne parle pas de ça ici », entend-on d'ailleurs à de nom-

breuses reprises. Notamment de la bouche d'un homme employé par les autorités, qui nous parle d'agriculteurs ayant succombé à une tumeur à l'estomac ou souffrant de gastrite des suites d'une intoxication. Mais il refuse de nous mettre en contact avec des victimes, ce serait « trop dangereux » ; ce serait pénétrer dans une « zone interdite ». Même réaction de la part d'une employée

---

**Il y a certains sujets que l'on n'a pas le droit d'aborder, nous explique l'enseignante en biologie. Une phrase que nous entendrons souvent.**

---

d'une institution de soutien aux malades du cancer, qui nous raconte que la plupart des patients et patientes qu'elle traite développent des tumeurs dans des zones en contact avec les aliments et l'eau : le pharynx, l'estomac, les intestins. Elle a l'intime conviction que ces cancers sont causés « par tous les pesticides utilisés ici. Mais personne ne peut le dire officiellement ».

Plusieurs personnes que nous interrogeons déplorent le fait qu'une poignée de propriétaires de



Chaque année, 700 tonnes de bidons de pesticides passent par le centre de tri de Lucas do Rio Verde.



grandes exploitations ne cessent de s'enrichir, alors que l'État n'en retire presque aucun revenu et doit par ailleurs assumer les coûts pour soigner les malades. Plusieurs de nos interlocuteurs estiment que si l'on ne parle pas des conséquences des pesticides sur la santé, c'est parce que les hôpitaux et les médias sont aussi sous le joug des barons de l'agro-industrie et de leurs amis. Il s'agirait d'un « cercle fermé ». Mais personne ne veut que son nom soit associé à ces critiques.

### Un produit phare toxique

Aux abords de Lucas do Rio Verde, nous parvenons à nous faire une idée des quantités de pesticides épandues dans la région. Dans un centre de tri d'emballages vides, des milliers de bidons sont entassés, puis comprimés par deux hommes et envoyés au recyclage ou à l'incinération en fonction des matériaux qui les composent. En 2012, plus de 700 tonnes de récipients de pesticides ont été triés ici, peut-on lire dans un journal qui vantait alors les mérites de cette installation de recyclage modèle. Un nombre impressionnant de ces bidons portent une étiquette avec le logo de Syngenta et la marque « Gramoxone ». La substance active de cet herbicide est le paraquat, l'un des pesticides les plus toxiques au monde. Interdit en Suisse, le paraquat est responsable de milliers d'empoisonnements

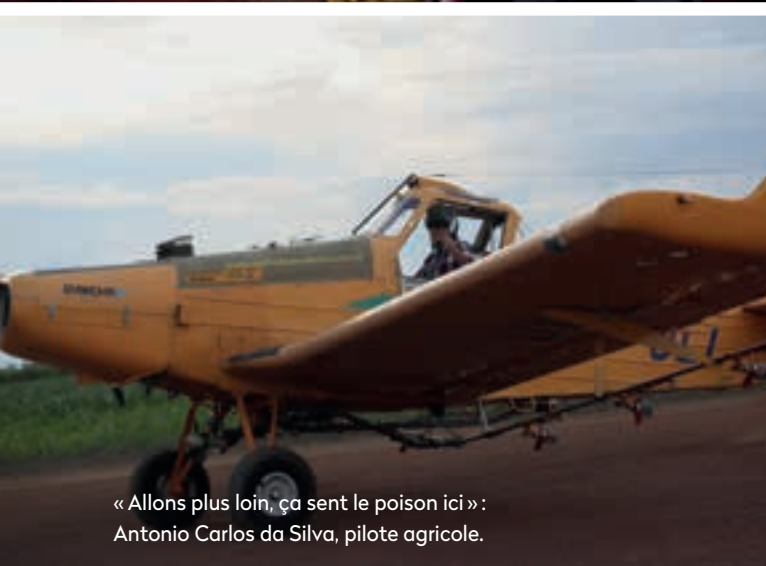
d'agriculteurs chaque année, et il est lié à plusieurs maladies chroniques, dont la maladie de Parkinson.

Quel rôle le géant suisse joue-t-il dans la région ? D'après nos recherches, Syngenta est toujours le numéro un des ventes de pesticides au Brésil, comme à l'échelle mondiale. Et nous savons que Syngenta vend au Mato Grosso au moins quatre substances – l'atrazine, le cyproconazole, le propiconazole et la lambda-cyhalothrine – qui sont classées « toxiques pour la reproduction » ou « perturbateurs endocriniens » et, avec le glyphosate et le diuron, au moins deux classées « probablement cancérogènes ».

### « Tout le monde veut acheter du Syngenta »

Nous faisons alors un tour de la ville. Nous nous arrêtons tout d'abord chez Araguaia, l'un des principaux distributeurs d'engrais et de pesticides de la région. Le vendeur, qui est sur le point de fermer sa boutique, nous confirme proposer des produits de Syngenta. Ceux qui se vendent le mieux sont les herbicides Primoleo – contenant de l'atrazine, perturbateur endocrinien avéré,





« Allons plus loin, ça sent le poison ici » : Antonio Carlos da Silva, pilote agricole.



Ney, le « mélangeur de poison ».

néfaste pour le système reproducteur, pouvant accroître le risque de malformations congénitales et interdit en Suisse depuis 2007 – et ZappQi (contenant du glyphosate), ainsi que le fongicide Elatus et l'insecticide Engeo Pleno, que nous connaissons déjà.

Le lendemain matin, nous passons au magasin Agrológica, l'un des deux partenaires officiels de Syngenta dans la région. Derrière des piles de brochures publicitaires de pesticides, d'engrais et de tracteurs, un vendeur enthousiaste nous raconte que les produits de Syngenta sont dans leur catalogue depuis 2016. Il affirme que ce partenariat est une grande source de fierté pour le magasin, car Syngenta est un grand nom : la société est synonyme de produits certes chers, mais de grande qualité. « Tout le monde ici veut acheter des produits de Syngenta », nous dit-il. Quand nous lui demandons quels produits se vendent le mieux, il répond sans hésiter « l'herbicide ZappQi ». Pendant chaque saison de culture du soja, 100 000 à 120 000 litres sont vendus dans cette filiale. Puis il déclame fièrement tous les pesticides de Syngenta qu'il a en magasin. Il en énumère dix, dont huit figurent sur la liste des pesticides extrêmement dangereux du réseau Pesticide Action Network.

Le vendeur nous explique alors que si les sociétés comme Syngenta traitent directement avec les grands

producteurs de soja et de maïs, tels que Cargill, Bunge ou Amaggi, les ventes de pesticides aux exploitations de taille plus modérée – dont les champs couvrent en moyenne quelque 1000 hectares – passent par des distributeurs comme Agrológica. Les agriculteurs y trouvent tout ce dont ils ont besoin : semences, engrais et pesticides. Agrológica est ensuite rétribuée avec une partie des récoltes. Le personnel de l'entreprise accompagne les exploitants agricoles tout au long du cycle de culture, recommandant au besoin l'application d'un fongicide ou d'un herbicide en cas d'infestation. Et le distributeur accorde une attention toute particulière aux agriculteurs qui se sont déjà endettés auprès de lui. Ces contrats dits de « barter » seraient profitables pour tous : les producteurs d'intrants comme Syngenta, les distributeurs comme Agrológica, et les agriculteurs.

### Les agriculteurs sous pression

À une condition près : que la récolte soit bonne. Si ce n'est pas le cas, l'agriculteur a des problèmes. Il doit alors contracter une hypothèque auprès de son distributeur, Agrológica ou autre, pour pouvoir obtenir les intrants dont il a besoin pour les prochaines récoltes. La pression sur les petits producteurs est énorme, nous explique un marchand de maïs indépendant avec qui

nous discutons ce soir-là autour d'une bière. Il a connu plusieurs agriculteurs de la région que le désespoir a poussés à mettre fin à leurs jours. Quand un exploitant est endetté, il arrive que son distributeur d'intrants lui confisque ses produits et le poursuive en justice. « Ce qu'il s'est passé hier, nous dit-il, n'arrive pas tous les jours, mais cela arrive. » La veille, dans une petite ville à cinq heures de là, un agriculteur endetté a craqué sous la pression des contrôles d'un vendeur et l'a assassiné de plusieurs balles dans la nuque.

### Au-dessus des nuages

Nous voulons encore en savoir plus sur les conséquences de l'utilisation excessive de pesticides sur la santé, et reprenons la route en direction de Sinop, autre pôle de l'agro-industrie situé à près de 150 kilomètres au nord de Lucas do Rio Verde. En chemin, nous nous arrêtons près d'un hangar. Le marchand de maïs nous a mis en contact avec un homme qui épand des pesticides par avion. Antonio Carlos da Silva – qui nous prévient n'avoir aucun lien de parenté avec l'ancien président Lula, de son vrai nom Luiz Inácio da Silva, actuellement en détention – a tout du pilote agricole brésilien typique : chemise à carreaux, chaîne en or, jeans troués, forte odeur de bois de santal, le visage aux traits tirés comme s'il avait été modelé par les années de vol. Plus tard, il nous fera une démonstration d'acrobatie en passant sous les lignes électriques qui bordent son champ, comme il aime le faire quand il a de la visite.

Mais avant cela, devant son avion à hélices baptisé « Ipanema », il nous fait un petit discours sur les bienfaits de l'épandage aérien. Il nous montre comment l'avion est nettoyé après chaque application et comment l'eau est traitée. « Personne ne fait cela avec un tracteur », se félicite-t-il. Non seulement il parvient à couvrir 60 hectares en 20 minutes, mais il n'écrase pas le moindre plant, alors qu'un tracteur détruit en moyenne trois sacs de soja par hectare traité.

### Toujours plus de pesticides

Pendant que nous écoutons Antonio, une odeur âcre nous pique le nez : elle provient de la grande cuve dans laquelle son employé mélange des pesticides. « Allons plus loin, ça sent le poison ici », nous dit-il. Si même cet homme utilise le terme « veneno » (poison), alors il paraît évident que, au moins sur le plan sémantique, l'industrie agricole et les politiques qui la soutiennent défendent des causes perdues. La révision de la législation dont discute actuellement le Parlement, surnommée « paquet toxique » par ses détracteurs, vise non seulement à simplifier la procédure d'enregistrement de pesticides controversés, mais aussi à éliminer le terme « agrotóxicos », lui préférant l'appellation « defensivos agrícolas ». Mais toutes les personnes avec lesquelles nous avons discuté parlent

d'« agrotóxicos », voire, le plus souvent, de « venenos ». Antonio travaille principalement sur le champ de sa tante, mais il est parfois contacté par des entreprises comme Syngenta pour traiter les champs sur lesquels elles testent de nouvelles variétés. Il ne sait pas ce qu'il épand sur ces terres, nous confie-t-il, les produits lui étant toujours remis dans des récipients non étiquetés. Les affaires vont bien pour Antonio : « On pulvérise aujourd'hui plus de pesticides qu'avant. » Il y a 15 ans, par exemple, on ne devait utiliser un fongicide qu'en cas d'infestation, mais aujourd'hui, on en applique en moyenne trois fois par saison sur le soja et le maïs, et jusqu'à dix fois sur le coton. Et la quantité d'insecticides nécessaire ne cesse d'augmenter car les nuisibles développent des résistances, par exemple à l'Engeo Pleno de Syngenta, dont nous apercevons plusieurs bidons ici. « Cette année, il ne fonctionne plus aussi bien qu'avant », nous dit Antonio. Il nous explique que le produit a rendu de bons et loyaux services pendant plusieurs années, mais que de nombreux insectes y sont devenus résistants, du moins sur les champs qu'il traite.

Puis Antonio monte dans son avion et prend son envol. Nous profitons de ce moment pour discuter avec Ney, son « doseador », chargé de mélanger les produits. Il travaille depuis cinq ans sur cette exploitation, où il vit également avec sa femme, et effectue les tâches qu'on lui confie. D'octobre à mars, sa principale mission est de « misturar veneno », mélanger le poison, nous dit-il. Il porte des gants et des bottes, mais pas de masque, malgré la forte odeur âcre qui se dégage des bidons. Après avoir préparé le mélange, il lui est déjà arrivé de tousser et d'avoir de la peine à respirer, mais rien de grave, selon lui, ça fait partie du métier, « mais on le sent, c'est sûr ».

### Beaucoup d'argent, peu de goût

Nous reprenons la route vers le nord, et passons près de la petite ville de Sorriso, qui se targue elle aussi d'être la « capitale de l'agro-industrie », et du quartier de Costa Brava, où certaines des plus grandes fortunes de la région ont installé leurs luxueuses propriétés derrière de hauts murs surmontés de fils barbelés.

Nous arrivons enfin à Sinop, où nous sommes accueillis par un panneau arborant le slogan « Ici, les affaires sont bonnes ». Pour Syngenta, cela semble être une réalité, puisque nous apercevons le logo du groupe sur de nombreux bâtiments. Un distributeur s'est même donné la peine d'inscrire soigneusement sur sa devanture les noms des 20 produits de Syngenta qu'il propose dans son catalogue. Pas moins de 15 d'entre eux contiennent des substances classées « extrêmement dangereuses » par le réseau Pesticide Action Network.

Perdue au milieu de la forêt amazonienne il y a seulement 45 ans, la ville de Sinop compte aujourd'hui 150 000 âmes. Une monotonie brute et froide se dégage de cette ville entourée de champs. Les églises,



L'entrée de la zone « urbaine » de Sorriso.



Les luxueuses propriétés du quartier de Costa Brava derrière leurs hauts murs.



Tout comme Cuiabá et Lucas do Rio Verde, Sorriso s'est autoproclamée « capitale de l'agro-industrie ».



L'amour à l'ère de la monoculture : au premier plan, du maïs ; derrière, un motel ; et en arrière-plan, Sinop.

restaurants, centre commerciaux, et même les bâtiments des entreprises agricoles sont tous identiques : carrés, massifs, anonymes. Les rues semblent être le terrain d'une compétition de pick-up, dont certains arborent fièrement le portrait de campagne du président, Jair Bolsonaro : « Brutal, rustique et systématique ». Son slogan pourrait tout à fait s'appliquer à la ville.

#### « Parlez-en à João »

Sinop n'est décidément pas une ville des plus hospitalières. Mais avant de la quitter, il y a un homme que nous devons rencontrer. Il nous a été recommandé par un professeur de mathématiques membre d'une coopérative qui produit des aliments bio sur l'une des rares parcelles où cela est encore possible dans la région. « Parlez-en à João », nous a-t-il conseillé. De son nom complet João de Deus da Silva Filho, ce biologiste et expert en santé publique est employé par le ministère de la Santé. Il nous reçoit dans son bureau sans fenêtre, prend son carnet de notes et nous décrit la situation sanitaire actuelle : les maladies respiratoires ont augmenté, tout comme le nombre de cancers de l'estomac, de la peau et du côlon, les malformations, les avortements spontanés, les affections rénales et les dépressions. « Nous constatons que le nombre de cas augmente avec l'intensification de l'emploi

de pesticides », nous explique-t-il. S'il est très difficile de lancer un débat sur la question dans cette région dominée par l'agro-industrie, João refuse de se taire, « même si l'on risque de se faire tirer dessus en abordant ce problème ».

Deux choses sont essentielles à ses yeux pour que la situation évolue. Premièrement : il faut plus d'études scientifiques. « Jusqu'à présent, il n'y a que les travaux du

---

**Deux choses sont essentielles aux yeux de João pour que la situation évolue. Premièrement : il faut plus d'études scientifiques et, deuxièmement, des consommateurs et des consommatrices critiques.**

---

D<sup>r</sup> Pignati. » Car il est presque impossible d'obtenir des fonds pour faire des recherches sur les effets des pesticides. Selon João, l'État devrait financer ce type d'études, et les dangers de ces produits devraient être enseignés dans les écoles pour permettre une prise de conscience et un débat. Et deuxièmement, les consommateurs et consommatrices devraient se réveiller. « Si celles et ceux qui achètent notre soja et notre maïs demandaient des



« Augmentation des cancers, malformations et dépressions » : João de Deus da Silva Filho, expert en santé publique.



Annonce d'un épandeur de pesticides à Sinop.

aliments sains, alors la situation pourrait évoluer. Mais tant que cela leur est égal, rien ne changera. »

#### « Plus qu'un vaste désert »

Le biologiste veut nous montrer quelque chose. Il monte dans sa voiture et nous invite à le suivre. Nous quittons Sinop à travers les champs de coton et nous arrêtons au bord de la rivière Teles Pires. João nous explique que cette zone était autrefois un territoire autochtone. Aujourd'hui, on ne voit que des champs, et les pesticides qui y sont épandus finissent dans la rivière. Si des mesures ne sont pas prises rapidement, « les terres des autochtones vont continuer à se réduire, les champs à s'étendre, l'utilisation de pesticides à s'intensifier et le taux de mortalité à augmenter ». João semble peu optimiste : « Car nous avons maintenant un fou à la tête du gouvernement. »

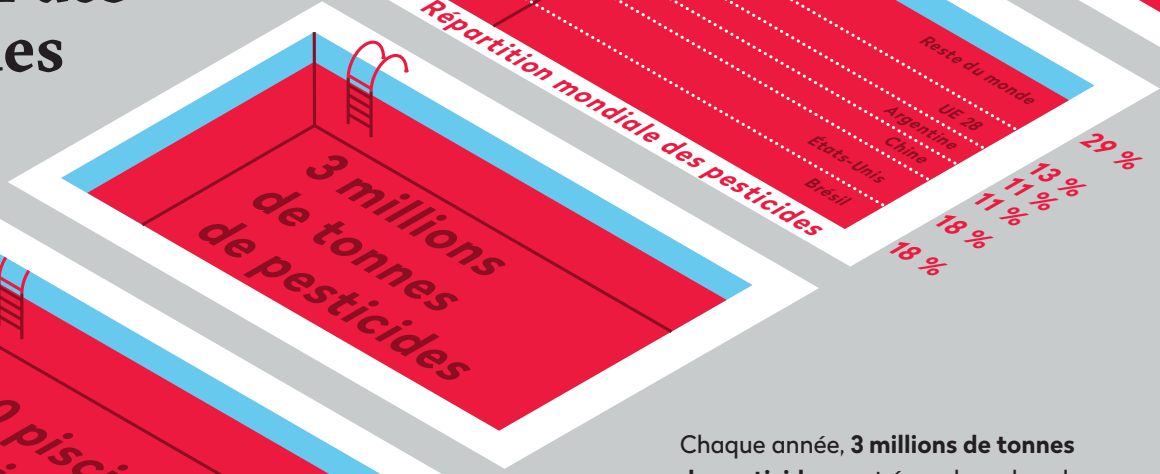
Depuis qu'il est au pouvoir, le premier acte officiel de Jair Bolsonaro a été de transférer au ministère de l'Agriculture la responsabilité des agences chargées de l'attribution des terres aux peuples autochtones et aux agriculteurs. Puis il a désigné comme ministre de l'Agriculture Tereza Cristina, dont l'inébranlable engagement en faveur de l'allègement des exigences d'enregistrement des pesticides lui a valu le surnom de « Musa do Veneno », ou muse du poison. Sous sa direction, le ministère

a déjà autorisé 86 nouveaux pesticides depuis le début de l'année. Les terres consacrées à la culture intensive de coton s'étendent rapidement. Et le gouvernement brésilien, dans sa volonté de croissance des investissements, estime que le volume de soja produit au Brésil passera de 114 millions de tonnes aujourd'hui à 288 millions en 2027. Un changement de paradigme vers une agriculture plus durable, ou une utilisation plus modérée des pesticides, semble donc illusoire. « Si nous continuons ainsi, nous dit João de Deus da Silva Filho, en regardant les champs qui s'étendent à perte de vue, la région, dans 50 ans, ne sera plus qu'un vaste désert. » •

► Notre reportage en ligne sur [stories.publiceye.ch/pesticides](https://stories.publiceye.ch/pesticides)



# Le marché mondial des pesticides



Chaque année, **3 millions de tonnes de pesticides** sont épanchées dans le monde. Ce volume correspond à **25 millions de baignoires** ou **1200 piscines olympiques**.

## 1. Substance active

Ce volume représente uniquement les « substances actives », qui s'attaquent aux nuisibles.

## 2. Pesticide formulé

Additifs

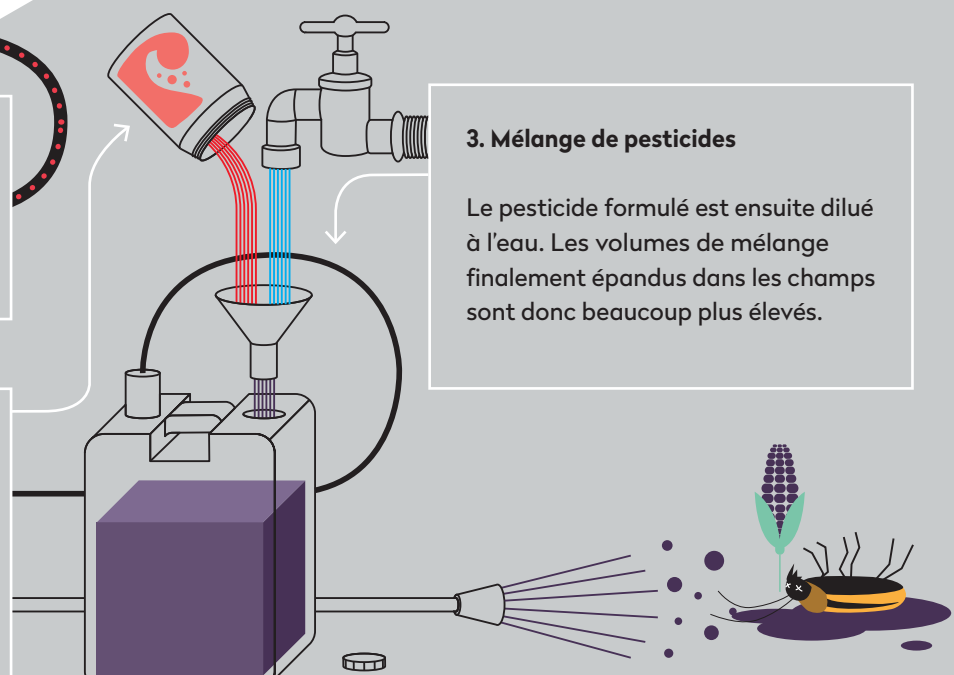
Substance active



Les « substances actives » sont mélangées à d'autres substances afin d'accroître l'efficacité du produit.

## 3. Mélange de pesticides

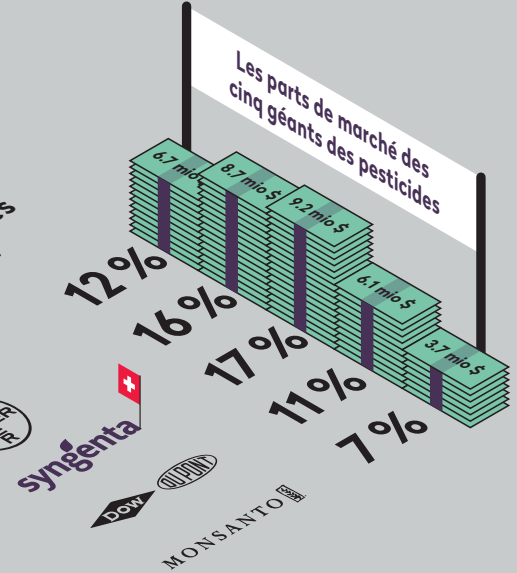
Le pesticide formulé est ensuite dilué à l'eau. Les volumes de mélange finalement épanchés dans les champs sont donc beaucoup plus élevés.



Marché mondial des pesticides 2017 : 54,219 mia \$

**BASF**

**DU PESTICIDE**



Source :

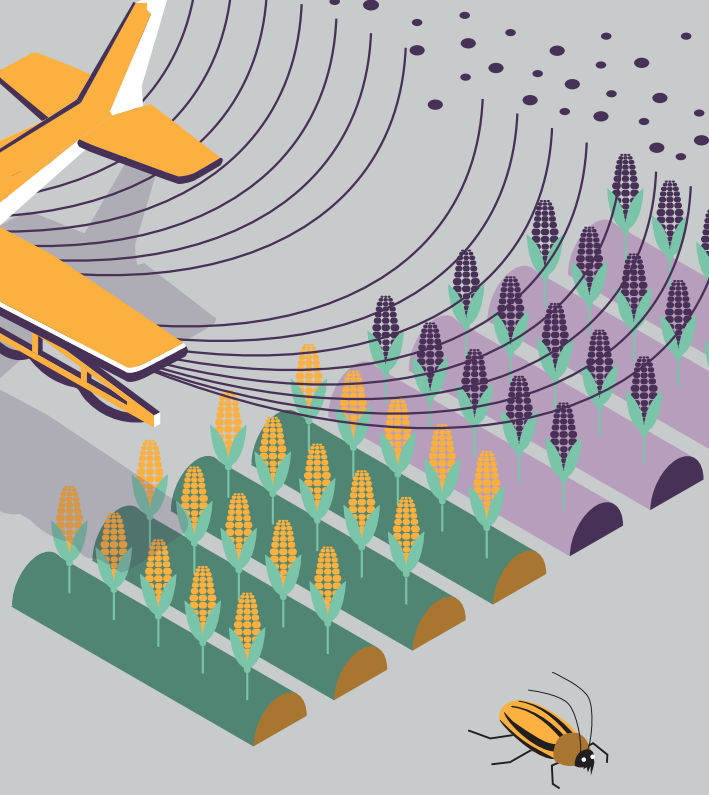
L'ensemble des chiffres présentés ici sont des estimations de Public Eye sur la base des données de la société privée d'analyse de marché Phillips McDougall.



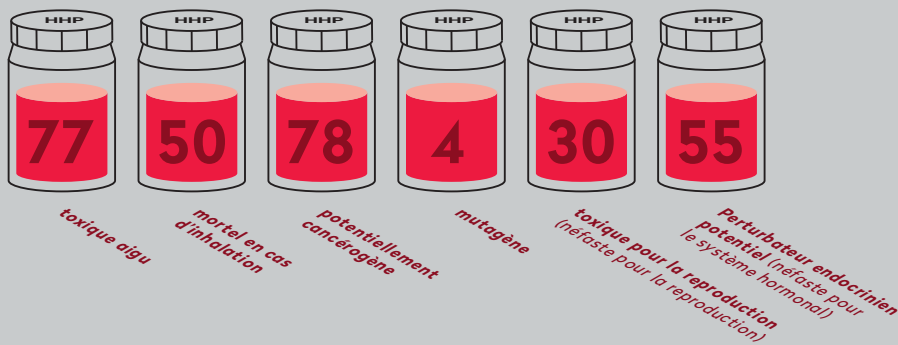
# Les plus toxiques

## Pesticides extrêmement dangereux (HHP)

Parmi les quelque 1000 substances actives sur le marché, 310 figurent sur la liste des pesticides extrêmement dangereux ou « Highly Hazardous Pesticides » (HHP) du réseau Pesticide Action Network (PAN). Ce qui signifie qu'un pesticide sur trois est un HHP.



Nombre de HHP qui présentent les dangers suivants :



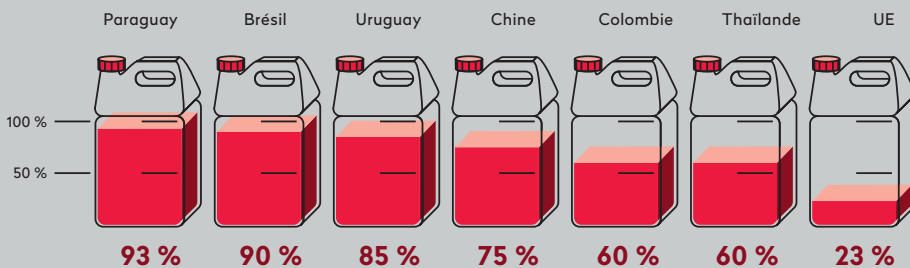
## Part de HHP sur le marché mondial des pesticides

**60 %**

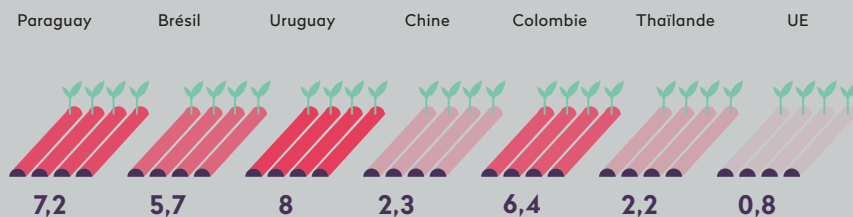
de l'ensemble des pesticides épanchés dans le monde sont des HHP.

## Les pays les plus touchés par les HHP

70 % de tous les HHP ont été utilisés dans les pays en développement ou émergents.



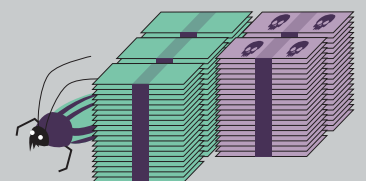
Proportion de HHP parmi tous les pesticides épanchés par année



Quantité de HHP épanchés en kilogrammes par hectare.

**40 %**

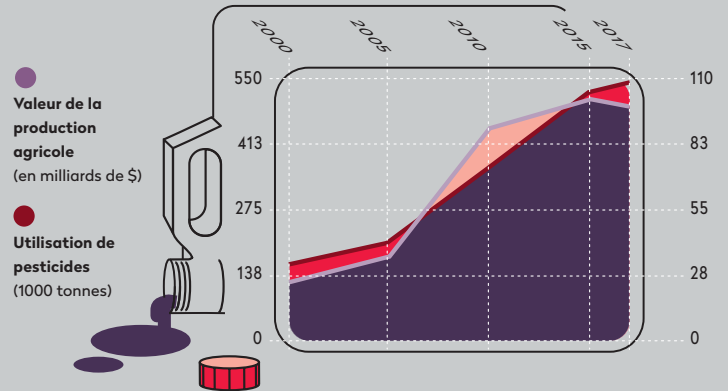
du chiffre d'affaires mondial des pesticides sont réalisés avec des HHP.



# Le Brésil, le plus grand marché de pesticides au monde



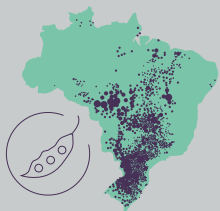
En 2017, **370 000 tonnes** de pesticides « extrêmement dangereux » (HHP) ont été épandues au Brésil, ce qui représente **20 %** de l'utilisation mondiale.



Toujours plus : évolution de la **production** agricole et de l'utilisation de **pesticides** au Brésil entre 2000 et 2017.

## Près de 80 % des pesticides vendus au Brésil ont été épandus sur des cultures intensives

Zones de culture et quantités produites en 2017 (en tonnes)



**Soja**  
114 599 168 t



**Canne à sucre**  
758 548 292 t



**Maïs**  
97 721 860 t

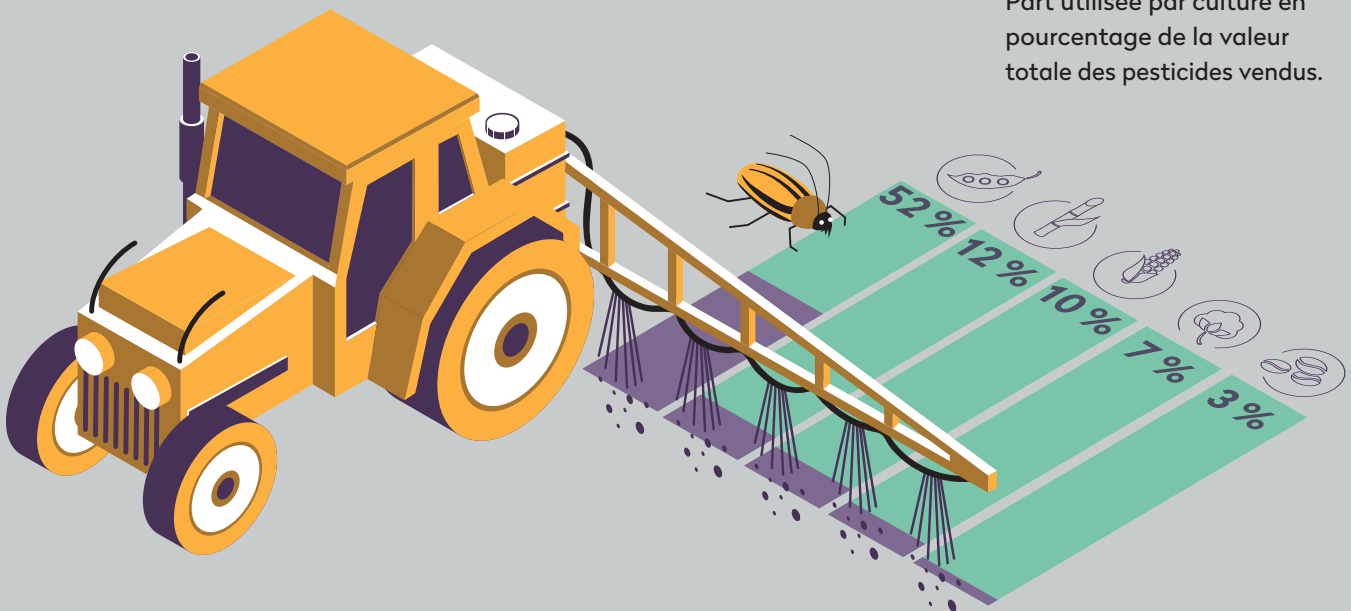


**Coton**  
3 842 872 t



**Café**  
2 680 515 t

Part utilisée par culture en pourcentage de la valeur totale des pesticides vendus.



# Syngenta, le numéro un du marché

**Les pesticides extrêmement dangereux (HHP) sont au cœur du modèle d'affaires de Syngenta**



**42**

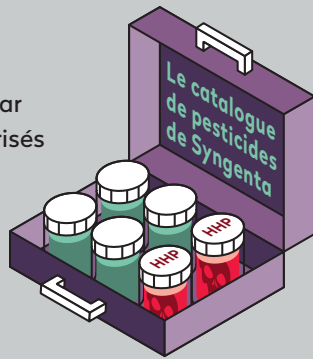
sur 120 pesticides vendus par Syngenta sont sur la liste des HHP.

**42 %**

du chiffre d'affaires mondial de Syngenta est réalisé avec des HHP.

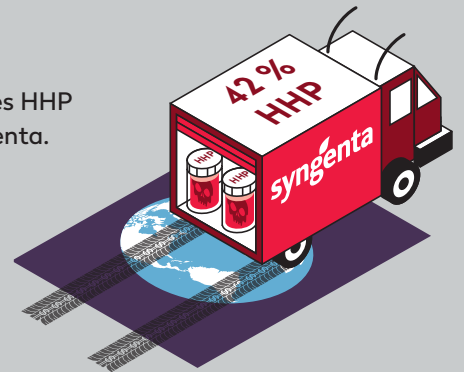
**51**

des 120 pesticides vendus par Syngenta ne sont pas autorisés en Suisse.



**16 %**

du marché mondial des HHP est contrôlé par Syngenta.



## Syngenta au Brésil

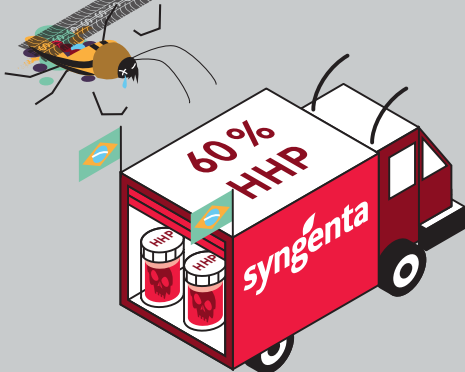
Rien qu'au Brésil, Syngenta a vendu en 2017 pour **1,6 milliard de dollars** de pesticides, ce qui représente une **part de marché de 18 %**. Et **60 %** de ces pesticides sont extrêmement dangereux.



## Les principaux marchés pour les HHP de Syngenta

**Pays**      **Parts des ventes**

Brésil	32 %
États-Unis	19 %
Argentine	6 %
Chine	4 %
France	2 %
Japon	1 %
Allemagne	1 %
Australie	1 %
Paraguay	1 %
Ukraine	1 %
Mexique	1 %
Russie	1 %
Inde	1 %
Vietnam	1 %
Hongrie	1 %



# Comment Syngenta gagne des milliards en vendant des pesticides hautement toxiques

Près d'un tiers des pesticides sur le marché sont « extrêmement dangereux », selon la liste du Pesticide Action Network. Public Eye a enquêté sur ce business toxique, mais très lucratif. Sur la base de données exclusives, nous mettons en lumière le rôle central joué par Syngenta dans la vente de ces produits dans les pays en développement et émergents. Au Brésil, principal marché de Syngenta, nos recherches montrent que des millions de personnes sont exposées à un cocktail de pesticides dangereux dans leur eau potable.

GÉRALDINE VIRET

En décembre 2018, des scientifiques et des militants de différents pays se sont donné rendez-vous à Goiás, dans le Centre-Ouest du Brésil, pour débattre des enjeux liés à la mainmise des multinationales de l'agrochimie sur l'agriculture. Au centre des préoccupations, l'utilisation massive de pesticides associée au modèle agricole qu'a imposé, dès les années 1990, la libéralisation toujours plus débridée du commerce mondial. Chercheuse à l'Université fédérale de Ceará, la D<sup>re</sup> Ada Cristina Pontes Aguiar pose un diagnostic inquiétant : « Il n'y a probablement pas un seul citoyen au Brésil sans un certain degré d'exposition aux pesticides. » Plusieurs études montrent en outre que les taux de cancers et d'autres maladies chroniques ont augmenté de manière significative ces dernières années, déflagration liée à l'utilisation exponentielle de tels produits dans ce pays où les monocultures dévorent l'espace. « Si rien n'est fait, nous risquons une véritable épidémie », conclut-elle.

Son cri d'alarme n'est pas isolé. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres agences onusiennes ainsi que des toxicologues du monde entier mettent en garde contre « l'impact catastrophique » des pesticides « sur l'environnement, la santé humaine et la société dans son ensemble », comme l'a souligné l'experte des Nations Unies Hilal Elver dans un rapport publié en 2017.

### De véritables poisons

Trois millions de tonnes de substances actives de pesticides sont épandues chaque année dans le monde, soit près de deux fois plus qu'il y a trente ans. Alors que l'utilisation est restée relativement stable aux États-Unis et dans l'Union européenne, elle a explosé dans les pays en développement et émergents, qui consomment désormais plus de la moitié des volumes de pesticides. En tête de ce triste palmarès : le Brésil, la Chine et l'Argentine, qui épandent à eux seuls environ 40 % des volumes mondiaux. Pour le Rapporteur spécial sur les droits humains et les produits dangereux, Baskut Tuncak, l'utilisation massive de pesticides hautement toxiques dans les pays à bas et moyen re-

venu est « un cas d'exploitation tragique, un faux récit de développement à mille lieues de la durabilité ». Les pesticides sont des poisons créés pour détruire des organismes vivants comme les parasites et les mauvaises herbes. Mais, en réalité, personne n'est à l'abri de ces « produits phytosanitaires », tels que préfèrent les nommer leurs fabricants. Si les paysans et les ouvriers agricoles sont les premiers touchés en raison d'une exposition directe, répétée et souvent sans protection, les communautés vivant dans les zones agricoles sont aussi affectées car l'épandage se fait à proximité des habitations et des écoles. L'ensemble de la population est par ailleurs exposée chaque jour à des résidus de pesticides dans la nourriture, l'eau potable, l'air, la poussière et même la pluie. Avec quelles conséquences ?

### La maladie des pesticides

Il est difficile de quantifier les ravages des pesticides. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ils causent chaque année quelque 25 millions d'intoxications aiguës, dont 220 000 morts. Les suicides par ingestion de pesticides représentent environ deux tiers de ces décès, expression la plus tragique de l'engrenage dans lequel les paysans sont trop souvent prisonniers. 99 % des décès causés par empoisonnement aux pesticides ont lieu dans des pays en développement ou émergents. Bien qu'ils fassent toujours office de référence, ces chiffres publiés en 1990 ne reflètent plus l'ampleur du problème, exacerbé par l'explosion des quantités utilisées dans ces pays, qui n'a pas été accompagnée par la mise en place de mesures pour protéger les agriculteurs et les populations. Outre les cas d'intoxication aiguë, l'exposition répétée et à long terme aux pesticides est associée à bon nombre de maladies chroniques qui sont devenues « les faucheuses » de nos sociétés. Cette lame de fond est encore plus difficile à évaluer, car les symptômes peuvent mettre des années à se développer et leurs causes sont souvent multiples. Selon une analyse de la littérature scientifique publiée en 2013 par le *Journal of Toxicology and Applied Pharmacology*, « il existe un immense corpus de preuves mon-

## La nécessité d'un traité international

La gouvernance mondiale des pesticides est faible et inadéquate. Elle repose principalement sur le Code de conduite international sur la gestion des pesticides, qui n'a pas de pouvoir d'action ou de sanction. Les seuls instruments contraignants sont très spécifiques et ne visent pas tous les produits. C'est pourquoi des experts de l'ONU demandent la négociation d'un Traité international sur les pesticides les plus dangereux. Soutenant

cette démarche, le réseau international Pesticide Action Network (PAN) a fait une proposition détaillée en janvier 2018. Des demandes concrètes pour un tel mécanisme avaient déjà été faites en 2012 et 2015 par le groupe des pays africains, soutenu par la région des pays arabes et l'Amérique latine. Mais elles n'ont jamais abouti, en raison de l'opposition des pays hôtes des fabricants de pesticides, en premier lieu des États-Unis et de l'UE.

trant la relation entre l'exposition aux pesticides et des taux élevés de maladies chroniques telles que différents types de cancer, le diabète, les désordres neuro-dégénératifs comme Parkinson, Alzheimer ainsi que la sclérose latérale amyotrophique (SLA), les malformations congénitales et les troubles reproductifs». Les enfants sont les plus vulnérables face aux pesticides. Confrontés à des « risques exceptionnels » durant des étapes précoces et critiques de leur développement, ils peuvent souffrir de graves séquelles, met en garde l'UNICEF. En clair : c'est l'avenir des plus jeunes et des générations futures qui est en jeu.

### **Renoncer aux substances les plus dangereuses**

Devant l'ampleur des problèmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OMS ont conclu ensemble, en 2006 déjà, que les pesticides « dont il est reconnu qu'ils présentent des niveaux de risques aigus ou chroniques particulièrement élevés pour la santé ou l'environnement » – désignés comme des « pesticides extrêmement dangereux » – doivent être retirés du marché et remplacés par des alternatives plus sûres.

Cette position représente un changement de paradigme essentiel. En effet, les géants de l'agrochimie font croire depuis des décennies que tous les risques peuvent être maîtrisés, notamment au travers de programmes visant à promouvoir une bonne utilisation de leurs produits auprès des agriculteurs. Or cette approche est insuffisante, et même illusoire. Les directives de la FAO et de l'OMS en matière de gestion des pesticides reconnaissent ainsi clairement que les États, mais aussi les fabricants, ont la responsabilité de retirer du marché les substances les plus toxiques. Dépourvues de caractère contraignant, ces « injonctions » sont toutefois restées sans effet.

### **De la parole à l'action**

Si la FAO et l'OMS ont adopté, en 2006, une définition des « pesticides extrêmement dangereux » – ou Highly Hazardous Pesticides (HHP) en anglais – et des critères précis pour les identifier, elles n'ont jamais dressé la liste des substances concernées, pourtant désignée comme la première étape essentielle pour inciter les gouvernements et l'industrie à agir. Face à cet immobilisme, le réseau international Pesticide Action Network (PAN) a décidé de prendre les choses en main. En 2009, il a passé en revue les quelque 1000 substances disponibles sur le marché, en s'appuyant sur les critères définis par les agences onusiennes, mais en tenant compte d'autres dangers critiques qui avaient été ignorés (*lire encadré*). C'est sur cette liste de 310 « pesticides extrêmement dangereux », mise à jour en 2019, que Public Eye s'est basée pour enquêter sur l'ampleur de ce business toxique, ses gagnants et, surtout, ses perdants.

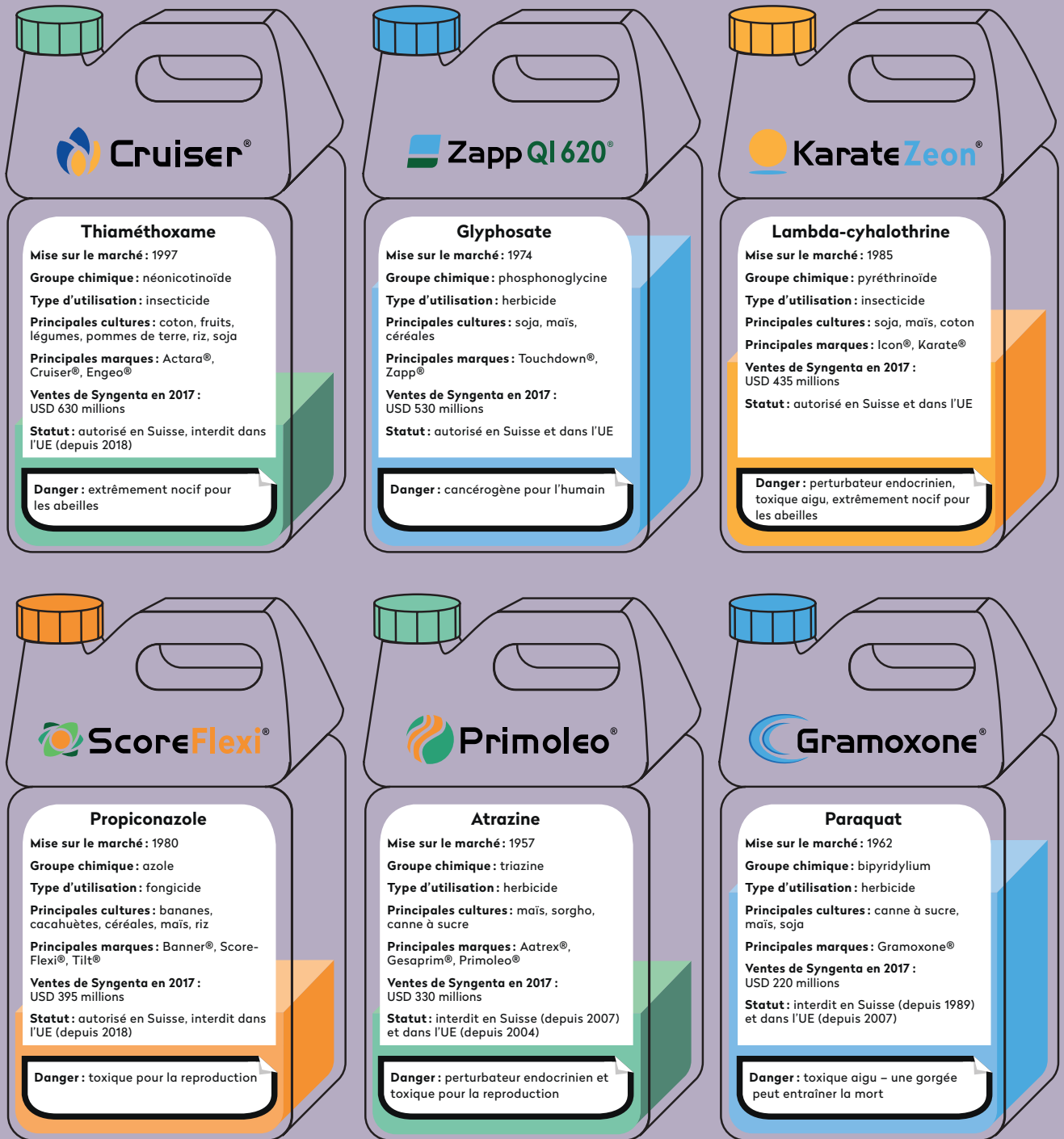
### **Enquête sur un business à hauts risques**

Le monde des pesticides est synonyme de gros sous, de jeux de pouvoir et d'influence. Quatre multinationales contrôlent près des deux tiers de ce marché devisé à 54,219 milliards de dollars en 2017 : BASF, Bayer CropScience, DowDuPont et Syngenta. C'est aussi un univers très secret et opaque. Peu d'informations sont disponibles sur les volumes utilisés par substance ou encore sur les bénéfices réalisés par les sociétés qui les commercialisent. Sous couvert du sacro-saint « secret des affaires », celles-ci ne communiquent pas de données détaillées sur la destination de leurs produits ou leurs parts de marché. Du côté des agences onusiennes et des États, les statistiques publiées restent très générales et souvent lacunaires. Et il n'existe aucune information spécifique sur les pesticides extrêmement dangereux.

Or la transparence est essentielle pour mettre un terme à ce commerce néfaste. C'est pourquoi Public Eye a entrepris une démarche inédite : croiser des données exclusives de l'industrie avec la liste de PAN afin d'identifier où ces pesticides extrêmement dangereux sont vendus et dans quelles quantités. Nous avons également voulu comprendre l'implication du géant bâlois Syngenta, déjà mis en cause dans plusieurs scandales liés à des pesticides toxiques.

### **La géographie des « HHP »**

Notre analyse des données obtenues auprès de Phillips McDougall révèle que 12 des 20 pesticides les plus vendus au monde sont classés comme « extrêmement dangereux » par PAN. Le glyphosate largement en tête, ils ont généré en 2017 des revenus totaux estimés à 13,6 milliards de dollars. Selon nos estimations, les ventes des 310 pesticides extrêmement dangereux figurant sur la liste de PAN ont rapporté 22 milliards de dollars en 2017, soit près de 40 % de la valeur totale du marché des pesticides. En termes de volume, nous évaluons la part des pesticides extrêmement dangereux à 60 %, soit environ 1,8 million de tonnes épandues sur les champs du monde entier. Du monde entier ? Pas vraiment. Selon nos estimations, environ 70 % de ce volume, soit plus de 1,2 million de tonnes, a été vendu dans des pays en développement ou émergents, pour des revenus s'élevant à 13,2 milliards de dollars. Selon le toxicologue Peter Clausing, de PAN Allemagne, cette situation est symptomatique d'une industrie qui veut continuer à faire des profits sans pour autant innover : « Comme bon nombre de pesticides extrêmement dangereux ont été interdits dans l'Union européenne ou aux États-Unis, la manière la plus facile de croître est de trouver de nouveaux marchés dans des régions où la législation est plus faible. » Cette affirmation se vérifie : environ les trois quarts des pesticides figurant sur la liste de PAN ne sont pas ou plus commercialisés dans l'UE, principalement en raison d'un renforcement de la loi dès les années 1990



### Les « HHP » de PAN ou la liste noire des pesticides

Environ un tiers des pesticides sur le marché sont classés « extrêmement dangereux » par le réseau PAN. En ce qui concerne la toxicité aiguë, la liste inclut les substances catégorisées comme « extrêmement dangereuses » et « hautement dangereuses » par l'OMS, en y ajoutant les pesticides considérés comme « mortels par inhalation » par l'UE. En matière de risques chroniques pour la santé, PAN reprend tous les pesticides classés comme cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction dans les catégories 1a et 1b par l'UE, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (USEPA) et le Centre

international de recherche sur le cancer, tel que prévu par l'OMS et la FAO. Il y ajoute les substances listées comme perturbateurs endocriniens par l'UE. En ce qui concerne les risques environnementaux, PAN reprend tous les pesticides listés dans les Conventions de Montréal, Rotterdam et Stockholm, tel que prévu par l'OMS et la FAO. Il y ajoute les pesticides « hautement toxiques pour les abeilles » selon l'USEPA, ainsi que les substances très persistantes, bio-accumulatives et/ou très toxiques pour les organismes aquatiques, selon les seuils définis par la Convention de Stockholm.

afin de protéger la santé publique et l'environnement. Selon nos estimations, seuls 5 % des volumes mondiaux de pesticides extrêmement dangereux sont vendus dans l'UE, soit quelque 90 000 tonnes par année. La Suisse a mis en place une législation analogue dès 2005, qui a conduit au retrait de plus de 130 pesticides. À l'instar de l'UE, la Confédération prévoit des « critères d'exclusion », considérant certains dangers comme trop graves pour être encourus, quel que soit le degré d'exposition. Les substances classées cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction ou perturbateurs endocriniens conformément au règlement de l'UE sont par conséquent interdites sur le sol helvétique. Notre recherche montre toutefois que 68 pesticides figurant sur la liste de PAN sont encore autorisés en Suisse, dont 39 qui tombent, en principe, sous le coup des critères d'exclusion.

#### Attention : modèle d'affaires dangereux

Fleuron de l'économie helvétique, Syngenta se présente comme une « entreprise agricole » soucieuse d'aider à nourrir la planète, tout en protégeant les agriculteurs et la biodiversité. Au travers de son Good Growth Plan, ou « Plan de croissance responsable », elle met en avant ses efforts en matière de durabilité, à grand renfort de chiffres prometteurs, de plantes vertes et de visages souriants. Nos recherches révèlent toutefois une réalité bien différente de celle décrite par le géant bâlois dans ses brochures et ses spots publicitaires. Syngenta est numéro un mondial des « produits phytosanitaires », 15 des 32 pesticides qu'elle présente comme ses produits vedettes sont classés « extrêmement dangereux » par PAN.

La commercialisation de ces substances à hauts risques est au cœur du modèle d'affaires de Syngenta. En se basant sur les données exclusives provenant de Phillips McDougall, Public Eye estime que la multinationale a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 3,9 milliards de dollars grâce aux pesticides extrêmement dangereux, soit plus de 40 % des 9,244 milliards générés

#### Une analyse basée sur des données inédites

L'enquête de Public Eye s'appuie sur les chiffres de vente des pesticides, qui n'ont jamais été rendus publics. Ces informations ont été obtenues auprès de Phillips McDougall, une société privée anglo-saxonne qui se présente comme « le leader dans l'analyse de marché pour l'industrie des semences et de la protection des plantes ». Cette base de données, la plus complète à disposition, constitue l'une des sources de référence pour l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis ainsi que pour l'industrie.



Carla Hoinkes, spécialiste en agriculture à Public Eye, s'exprime à la conférence de Goiás au Mato Grosso.

par ses ventes totales de pesticides. D'après nos estimations, cela représente quelque 400 000 tonnes de pesticides extrêmement dangereux écoulées cette année-là par Syngenta, dont environ deux tiers dans des pays en développement ou émergents.

#### Deux poids, deux mesures

Alors que le géant bâlois affirme mettre à disposition des agriculteurs et des agricultrices « une science de classe mondiale et des solutions innovantes », il n'a développé que huit nouvelles molécules depuis 2000. Ses « blockbusters » toxiques, comme les très controversés paraquat, glyphosate, lambda-cyhalothrine ou atrazine, sont sur le marché depuis des décennies. Syngenta tire avantage de la faiblesse des réglementations dans les pays en développement et émergents pour continuer à vendre ses produits les plus dangereux, dont bon nombre ont été interdits dans

Phillips McDougall s'appuie notamment sur des informations provenant des fabricants de pesticides, d'agriculteurs, des données commerciales ou encore de sondages auprès de distributeurs. Si les données utilisées ne couvrent pas l'ensemble du marché, elles sont suffisamment représentatives pour permettre d'estimer les ventes mondiales par substance, les volumes pour les principaux pays utilisateurs ainsi que les parts de marché de Syngenta.





© Eduardo Martino / Panos Pictures

l'UE et en Suisse. Selon nos calculs, 51 des 120 substances actives du portfolio de Syngenta ne sont pas autorisées sur le sol helvétique ; 16 ont été explicitement interdites en raison de « leurs effets sur la santé ou l'environnement ».

Le Brésil est le principal marché du géant bâlois. L'Argentine, la Chine, le Paraguay, le Mexique, l'Inde, le Vietnam, le Kenya ou encore le Ghana sont aussi des destinations privilégiées de ses pesticides extrêmement dangereux. Implacable machine, Syngenta dissémine ces substances en Amérique latine, en Asie et sur le continent africain, où elle tente aussi, avec d'autres groupes, d'imposer à large échelle un modèle agricole dépendant de ses produits. Afin de mieux comprendre les effets des pesticides dangereux sur la population, nous avons décidé d'enquêter dans une superpuissance agricole qui en avale sept fois plus par hectare de terre arable que l'Union européenne : le Brésil.

### Un marché très lucratif

Le Brésil est le principal exportateur de denrées comme le soja, le café, la canne à sucre et le tabac. C'est aussi le premier consommateur de pesticides au monde, avec des ventes estimées à 8,9 milliards de dollars en 2017, correspondant à 18 % des volumes mondiaux. Les pesticides extrêmement dangereux sont partout dans ce pays. Sept des dix substances les plus utilisées figurent sur la liste de PAN, et les quantités font froid dans le dos. En 2017, environ 370 000 tonnes de pesticides extrêmement dangereux ont été épandues sur les champs brésiliens, selon notre analyse des statistiques du ministère de l'Environnement (IBAMA). Le Brésil est ainsi le principal marché mondial des pesticides extrêmement dangereux. Un tiers des substances vendues dans ce pays ne sont pas autorisées en Suisse ou dans l'UE.

Syngenta est le numéro un des pesticides au Brésil, avec des ventes s'élevant à près de 1,6 milliard de dollars en 2017, soit 18 % de parts de marché. Mais c'est bien grâce aux pesticides extrêmement dangereux que ses affaires y sont aussi florissantes : selon nos estimations, ses ventes de substances listées par PAN atteignaient environ 1 milliard de dollars cette année-là – ou quelque 100 000 tonnes, c'est-à-dire plus d'un quart des volumes de pesticides extrêmement dangereux utilisés dans les champs brésiliens. Syngenta commercialise au Brésil 21 substances figurant sur la liste de PAN, dont 9 sont interdites sur le sol helvétique ou dans l'Union européenne. La D<sup>re</sup> Ada Cristina Pontes Aguiar dénonce ces pratiques : « Si un pesticide est interdit dans son État hôte, la Suisse, Syngenta ne devrait pas pouvoir le commercialiser au Brésil ou dans d'autres pays. C'est inacceptable que cette société fasse de tels profits sur le dos des personnes qui souffrent dans mon pays. »

### La toute-puissance des lobbies

Sur le papier, la législation brésilienne en matière de pesticides est l'une des plus progressistes au monde. À l'instar de la Suisse et de l'UE, le Brésil a adopté des

## Les réponses de Syngenta

Contacté par Public Eye, le géant bâlois nous a fait parvenir une longue réponse, que nous publions sur notre site internet. Syngenta indique « ne pas être d'accord avec la liste développée par PAN ». Elle ne considère pas certains pesticides y figurant comme « extrêmement dangereux ». Syngenta explique soutenir une réglementation des produits phytosanitaires basée non pas sur les dangers intrinsèques des substances, mais sur les risques découlant de l'expo-

sition, estimant que ceux-ci peuvent être réduits, notamment grâce à des programmes de formation des agriculteurs. La firme assure veiller à ce que ces risques soient traités de façon appropriée et réduits au minimum. Elle affirme « respecter toutes les lois et les standards de sécurité dans les pays où ses produits sont commercialisés ».



« critères d'exclusion » destinés à protéger ses citoyens et ses citoyennes. Pourtant, selon nos recherches, 77 pesticides classés comme cancérigènes, toxiques pour la reproduction, mutagènes ou perturbateurs endocriniens par l'USEPA, l'UE ou l'IARC (Centre international de recherche sur le cancer) sont autorisés sur le territoire brésilien. Nous avons voulu comprendre pourquoi, en nous adressant à des personnes qui observent et « vivent » le système de l'intérieur. Comme le Dr Wanderlei Pignati, professeur à l'Université du Mato Grosso. Selon lui, les affaires passent toujours avant la santé publique : « Qui sont les personnes responsables de faire appliquer la loi ? La plupart des ministères et des gouverneurs entretiennent des liens étroits avec l'agrobusiness, y compris les producteurs et les vendeurs de matières premières, l'industrie des pesticides et des engrais. Ils n'ont aucun intérêt à réguler leur propre secteur. » Dans les faits, la législation brésilienne ne prévoit pas de réévaluation automatique et régulière des substances admises sur le marché. Quiconque veut débarrasser les champs des pesticides les plus dangereux doit affronter les méthodes agressives d'un secteur ultra-puissant.

Ancien directeur du département toxicologie de l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire (ANVISA) chargée de l'évaluation des pesticides, Luiz Cláudio Meirelles sait de quoi il parle. En 2008, il a tenté de réexaminer plusieurs pesticides controversés : « Notre plus gros problème, c'était l'industrie. Ils ont essayé de discréditer nos équipes techniques, ensuite ils ont fait pression au niveau politique à travers le Congrès, puis ils ont déposé des plaintes en justice. » Explosif, ce processus a toutefois abouti à l'interdiction de 11 pesticides, dont le paraquat de Syngenta. Cette décision tiendra-t-elle jusqu'au délai fixé pour sa mise en œuvre, en 2020 ? Rien n'est moins sûr. Luiz Cláudio Meirelles a quitté l'ANVISA en 2012. Depuis, aucune réévaluation n'a été menée. Après l'élection de Jair Bolsonaro, qui a adopté les revendications de la « bancada ruralista », le lobby de l'agrobusiness au Parlement fédéral, et nommé son ancienne cheffe de file, Tereza Cristina, au poste de ministre de l'Agriculture, les pressions pour affaiblir encore la législation sur les pesticides sont plus fortes que jamais.

#### « L'eau, c'est la vie » : vraiment ?

Pour tenter de mieux comprendre le degré d'exposition de la population brésilienne aux pesticides, nous avons décidé d'entreprendre une démarche ambitieuse : analyser les résultats des 850 000 tests réalisés entre 2014 et 2017 dans le cadre du programme national de contrôle de la qualité de l'eau potable du ministère de la Santé, appelé « Vigiagua ». Au Brésil, les fournisseurs d'eau potable ont en effet l'obligation de contrôler tous les six mois la présence



Les affaires passent toujours avant la santé publique, constate le Dr Wanderlei Pignati.

de 27 pesticides et de transmettre ces résultats au gouvernement fédéral, qui les centralise dans la base de données « Sisagua ». Nous y avons eu accès en déposant une requête motivée par le droit à l'information.

#### Du poison dans l'or bleu ?

Sélectionnés en raison de leur degré d'utilisation, de leur propension à contaminer l'eau potable et de leur toxicité, les 27 *usual suspects* recherchés n'appellent pas la soif. Vingt et un d'entre eux sont classés « extrêmement dangereux » par PAN. Sept ne sont plus autorisés au Brésil, mais continuent d'être testés, car ils sont très persistants. C'est le cas notamment du DDT de Ciba-Geigy, reconnu « cancérigène probable » par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (USEPA). Sur les 20 substances testées encore présentes sur le marché, sept sont vendues par le géant bâlois au Brésil. Cinq figurent sur la liste de PAN, dont quatre en raison de leurs dangers chroniques pour la santé : l'atrazine (toxique pour la reproduction et perturbateur endocrinien selon l'USEPA et l'UE), le glyphosate (cancérigène probable selon l'IARC) ou encore le diuron (cancérigène probable selon l'USEPA) et le mancozèbe (perturbateur endocrinien selon l'UE et cancérigène probable selon l'USEPA). Des ingrédients actifs que Syngenta « ne considère pas comme extrêmement dangereux ».

On sert un verre d'eau au Conseil d'administration, pour vérifier ? Car les secrets livrés par « Sisagua » sur l'or bleu brésilien ne donnent pas envie de faire « santé » : 86 % des 850 000 tests contiennent des résidus de pesticides ; 454 municipalités, qui comptent au total 33 millions d'habitants et d'habitantes, ont détecté,



© Eduardo Martino / Panos Pictures

« Il n'y a probablement pas un seul citoyen au Brésil sans un certain degré d'exposition aux pesticides » :  
D<sup>re</sup> Ada Cristina Pontes Aguiar

au moins une fois entre 2014 et 2017, la présence de pesticides à des niveaux supérieurs aux valeurs autorisées au Brésil, qui sont bien plus élevées que chez nous (lire encadré). De manière générale, la contamination de l'eau potable est bien plus forte au Brésil qu'en Suisse ou dans l'Union européenne. Alors que dans l'UE, seuls 0,1 % des échantillons dépassent la limite légale de 0,1 microgramme par litre, 12,5 % des résultats sont supérieurs à ce seuil au Brésil.

#### Un cocktail explosif

Chaque substance testée se retrouve dans 80 % des échantillons au moins, souvent dans des concentrations supérieures à la limite européenne. Mais il y a plus inquiétant encore : un cocktail de 27 substances toxiques est régulièrement trouvé dans l'eau potable. Un

total de 1396 municipalités, rassemblant une population de 85 millions de personnes, ont en effet détecté, au moins une fois durant ces quatre ans, les 27 pesticides. Des millions de Brésiliennes et de Brésiliens sont donc exposés à un cocktail de pesticides dont les effets pourraient être redoutables, mais dont on ignore tout. « Comment le gouvernement peut-il considérer qu'une eau potable avec 27 pesticides est sûre pour la santé ? », s'indigne le D<sup>r</sup> Pignati. Comme lui, de nombreux toxicologues mettent en garde contre ce fameux « effet cocktail » que décrit André Leu dans son livre *The Myths of Safe Pesticides* : « Les cocktails chimiques peuvent agir en synergie, ce qui signifie qu'au lieu de « un plus un égale deux », l'effet supplémentaire des mélanges peut mener à « un plus un égale cinq », voire plus en termes de toxicité. » Ces résultats sont d'autant plus alarmants qu'ils ne reflètent qu'une infime partie du problème. En moyenne, seules 30 % des municipalités ont transmis chaque année des données aux autorités fédérales. Parmi celles qui l'ont fait, seules 3 % ont réalisé des tests tous les six mois durant ces quatre ans, comme l'exige la loi. Pourtant le plus vorace en pesticides, le Mato Grosso, par exemple, manque à ses devoirs : seules 24 % des municipalités ont transmis au moins un résultat en quatre ans. Sans parler des pics de concentration qui sont très difficiles à détecter.

#### Un prix bien trop élevé

Alors que l'accès à l'eau potable est un droit humain, la population brésilienne boit donc régulièrement une eau contaminée aux pesticides extrêmement dangereux. L'argent consenti pour pouvoir le savoir, soit quelque 2 millions de dollars selon nos estimations, provient des poches des fournisseurs d'eau potable ainsi que de celles des autorités régionales et fédérales. Mais *in fine*, ce sont bien les citoyens et les citoyennes qui paient le prix du modèle d'affaires illégitime des géants de l'agrochimie comme Syngenta. •

### Où est la limite ?

Le gouvernement brésilien a fixé une valeur de concentration maximale pour toutes les substances testées, en microgramme par litre d'eau potable. Pour déterminer ces valeurs plafonds, il se base sur les directives de l'OMS en matière de qualité de l'eau. Or de nombreux experts et experts reconnus estiment que les limites fixées par l'OMS sont insuffisantes pour protéger la santé. Déterminées aux termes de processus opaques et influencés par l'industrie, qui fournit souvent la majeure partie des études, elles ne tiennent notamment pas compte de

l'effet cocktail ni de la vulnérabilité particulière des enfants, sans parler du manque de recul concernant l'impact à long terme. C'est pourquoi la Suisse et l'UE ont adopté une approche visant à garantir une eau potable sans résidus de pesticides. La limite légale est fixée à 0,1 µg (microgramme) par litre pour toutes les substances, et la somme de tous les pesticides détectés dans l'eau ne doit pas dépasser 0,5 µg par litre. Selon Syngenta, les standards de l'UE ne sont « pas déterminés en fonction des risques pour la santé ni justifiés scientifiquement ».

# Un pesticide de Syngenta interdit en Suisse pollue l'eau de millions de Brésiliens

Interdite d'utilisation en Suisse et dans l'Union européenne en raison de la contamination des eaux, l'atrazine continue d'être commercialisée par Syngenta au Brésil. Cet herbicide classé perturbateur endocrinien et toxique pour la reproduction se retrouve dans 85 % des échantillons d'eau potable.

LAURENT GABERELL

Parmi les pesticides les plus fréquemment détectés dans l'eau potable au Brésil figure l'atrazine. Derrière ce nom se cache l'un des pesticides les plus dangereux – et les plus lucratifs – de Syngenta. L'atrazine est un herbicide principalement utilisé dans les cultures de maïs, de canne à sucre et de sorgho. La molécule a été découverte à la fin des années 1950 par la société bâloise Geigy, devenue Syngenta en 2000, à la suite d'une série de fusions et acquisitions.

## Un produit « phare »

Dès sa mise sur le marché, l'atrazine a connu un succès phénoménal, jusqu'à devenir rapidement l'un des pesticides les plus utilisés au monde. Mais les premiers doutes ne tardent pas à surgir et la substance se retrouve sur le banc des accusés. L'atrazine s'avère plus dangereuse que prévu. Elle a par ailleurs la fâcheuse tendance à contaminer les sources d'eau potable.

Soixante ans après son lancement, l'atrazine reste malgré tout l'un des herbicides les plus populaires au monde. Syngenta est toujours le leader du marché, avec environ 50 % des ventes, selon notre analyse des données exclusives de Phillips McDougall. Sur son site internet, le géant bâlois présente l'atrazine

comme « sans danger pour la population » et « bonne pour l'environnement et l'économie ». Pourtant, la substance figure depuis 2000 sur la liste des perturbateurs endocriniens de la Commission européenne – ces substances qui interfèrent avec l'action des hormones et peuvent avoir des effets à très faibles doses. En 2003, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (USEPA) a établi que l'atrazine peut interférer avec le système hormonal et avoir ainsi des effets délétères sur le développement et le système reproducteur. L'atrazine est également classée « toxique pour la reproduction » par le Japon et la Californie.

## Interdit en Suisse et dans l'UE

L'atrazine est interdite dans l'Union européenne depuis 2004, en Suisse depuis 2007, en raison de la contamination généralisée des sources d'eau potable et des dépassements systématiques de la limite autorisée. Syngenta continue toutefois de commercialiser son pesticide dans de nombreux pays. Les ventes d'atrazine lui ont rapporté quelque 300 millions de francs en 2017, selon nos estimations. Après les États-Unis, ses principaux marchés sont le Brésil, l'Argentine et le Mexique. L'atrazine fait partie des cinq pesti-

cides les plus utilisés au Brésil. Avec près de 25 000 tonnes pulvérisées rien qu'en 2017, ce pays consomme à lui seul un quart des volumes mondiaux. Selon nos estimations, quelque 16 000 tonnes provenaient des usines de Syngenta – pour une valeur de 65 millions de dollars. Notre analyse des données du programme de contrôle de la qualité de l'eau potable du ministère de la Santé montre que des millions de Brésiliennes et de Brésiliens sont régulièrement exposés à des résidus du « poison de Syngenta ».

## De l'atrazine au robinet

De l'atrazine a été trouvée dans 85 % des 35 755 échantillons d'eau analysés entre 2014 et 2017. Au total, la substance a été détectée dans l'eau potable de 1935 municipalités abritant ensemble 105 millions de personnes, soit près de la moitié de la population du pays.

Si le nombre d'échantillons dépassant la limite de deux microgrammes par litre autorisée au Brésil est relativement bas, le niveau de contamination dans le pays est bien plus élevé que ce qui est autorisé en Suisse ou dans l'Union européenne (UE), où le seuil est fixé à 0,1 microgramme par litre. Au Brésil, un échantillon sur huit dépasse

ce seuil. Dans certaines régions, les concentrations sont régulièrement dix à vingt fois supérieures.

Dans 826 municipalités brésiliennes – abritant une population de 55 millions d'habitants et d'habitantes – la concentration moyenne d'atrazine détectée entre 2014 et 2017 est telle que l'eau potable aurait été considérée impropre à la consommation en Suisse et dans l'UE.

### Risques de malformations congénitales

Nous avons montré ces résultats à Jason Rohr, professeur en biologie intégrative à l'Université de Floride, et l'un des plus grands spécialistes de l'atrazine au monde. Il s'est dit préoccupé, « en particulier pour le développement des fœtus et pour les enfants en bas âge ». Leslie Stayner, professeure à l'Université de l'Illinois, partage ces inquiétudes. Publiée en 2017, son étude sur 130 000 naissances dans quatre États du Midwest des États-Unis a montré une association significative entre la présence d'atrazine dans l'eau potable – à des niveaux comparables à ceux détectés au Brésil – et la naissance de bébés prématurés. Cette recherche n'est

pas un cas isolé. En 2018, l'USEPA ne recensait pas moins de sept études épidémiologiques de qualité conduites depuis 2011 et montrant une association significative entre l'exposition à l'atrazine et des malformations congénitales ou des effets sur le système reproducteur.

---

### Sept études épidémiologiques récentes et de qualité montrent une association significative entre l'exposition à l'atrazine et des malformations congénitales ou des effets sur le système reproducteur.

---

La situation au Brésil est d'autant plus préoccupante que l'explosion de l'utilisation d'atrazine est récente – en 2009, la consommation annuelle était encore de 10 000 tonnes – et l'atrazine a tendance à s'accumuler et à persister dans l'eau pendant des années. Autrement dit, le pire est à venir.

### La pointe de l'iceberg

Les données du système gouvernemental de contrôle de la qualité de

l'eau ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Seules 40 % des municipalités brésiliennes ont fait des tests d'atrazine dans leur eau potable au moins une fois entre 2014 et 2017. Dans l'État du Mato Grosso, qui consomme à lui seul 20 % des volumes d'atrazine utilisés dans le pays, ce pourcentage tombe à 23 %. Et parmi les municipalités brésiliennes qui ont fait des analyses d'atrazine dans l'eau potable, seules 7 % ont effectué deux tests par an durant les quatre années, comme le prévoit la loi. « Notre expérience aux États-Unis a montré que même lorsque deux tests par an sont réalisés, le programme de contrôle de qualité de l'eau potable ne détecte bien souvent pas les hauts pics saisonniers d'atrazine, qui surviennent généralement au moment de l'application au printemps et après les premières pluies », explique Jennifer Sass, scientifique au Natural Resources Defense Council (NRDC), à New York. « Or ces pics d'atrazine peuvent durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines, et être 10 à 100 fois supérieurs à la moyenne annuelle. Ils représentent un risque important, particulièrement pour

## Le chercheur par qui le scandale est arrivé

En 2002, le Dr Tyrone Hayes, biologiste à l'Université de Californie, à Berkeley, et référence mondiale dans son domaine, publie ses travaux sur l'atrazine dans la revue *Nature*. Ceux-ci montrent que l'exposition à de très faibles doses de la substance perturbe le système hormonal des grenouilles et provoque des mutations de leurs organes reproductifs.

« Certains mâles étaient devenus hermaphrodites, c'est-à-dire qu'ils avaient à la fois des ovaires et des testicules », explique Hayes dans une interview à Marie-Monique Robin. « Parfois, ils avaient des œufs dans leurs testicules, au lieu de sperme. » La publication des travaux de Hayes fait l'effet d'une bombe. L'atrazine est alors le pesticide le plus fréquemment

détecté dans l'eau potable aux États-Unis et en Europe. Des millions de personnes y sont ainsi exposées au quotidien.

Ironie du sort, Tyrone Hayes avait été initialement engagé par Syngenta en 1998 afin d'étudier les effets hormonaux de l'atrazine sur les grenouilles. Lorsqu'il présente les premiers résultats de ses recherches, le géant bâlois tente d'étouffer l'affaire et de gagner du temps. Tyrone Hayes décide alors de rompre son contrat et de publier ses travaux. Depuis, la guerre est déclarée et Syngenta tente de détruire la réputation du chercheur. Cette affaire rocambolesque est relatée par Rachel Aviv, dans une longue enquête publiée dans le *New Yorker* en 2014 (« A Valuable Reputation »).

des personnes à des stades vulnérables de la vie.»

### Un duo explosif

Autre élément préoccupant : des traces de simazine sont très souvent présentes dans l'eau potable des mêmes municipalités qui détectent de l'atrazine – et aux mêmes périodes. Or l'atrazine et la simazine sont des substances « cousines ». Elles appartiennent à la même « famille » chimique – les triazines – et leur profil toxicologique est similaire. Leurs effets sont considérés comme additifs par l'OMS, ce qui signifie que la concentration cumulée des deux

substances doit être prise en compte au moment d'évaluer les risques.

Si l'on considère cet effet additif, le nombre de municipalités brésiliennes dans lesquelles des concentrations cumulées de simazine et d'atrazine dépassant le seuil de 2 microgrammes par litre ont été détectées passe de 14 à 109 – et la population concernée de 1 à 23 millions. Au Brésil, comme dans de nombreux pays, les limites réglementaires sont fixées individuellement pour chaque substance et ne prennent absolument pas en compte cet effet cocktail.

### Concentration maximale de pesticides (en microgrammes par litre µg/l)



Pas de données = 0 Détectés ≤ 0,1 ≤ 1 ≤ 2 > 2

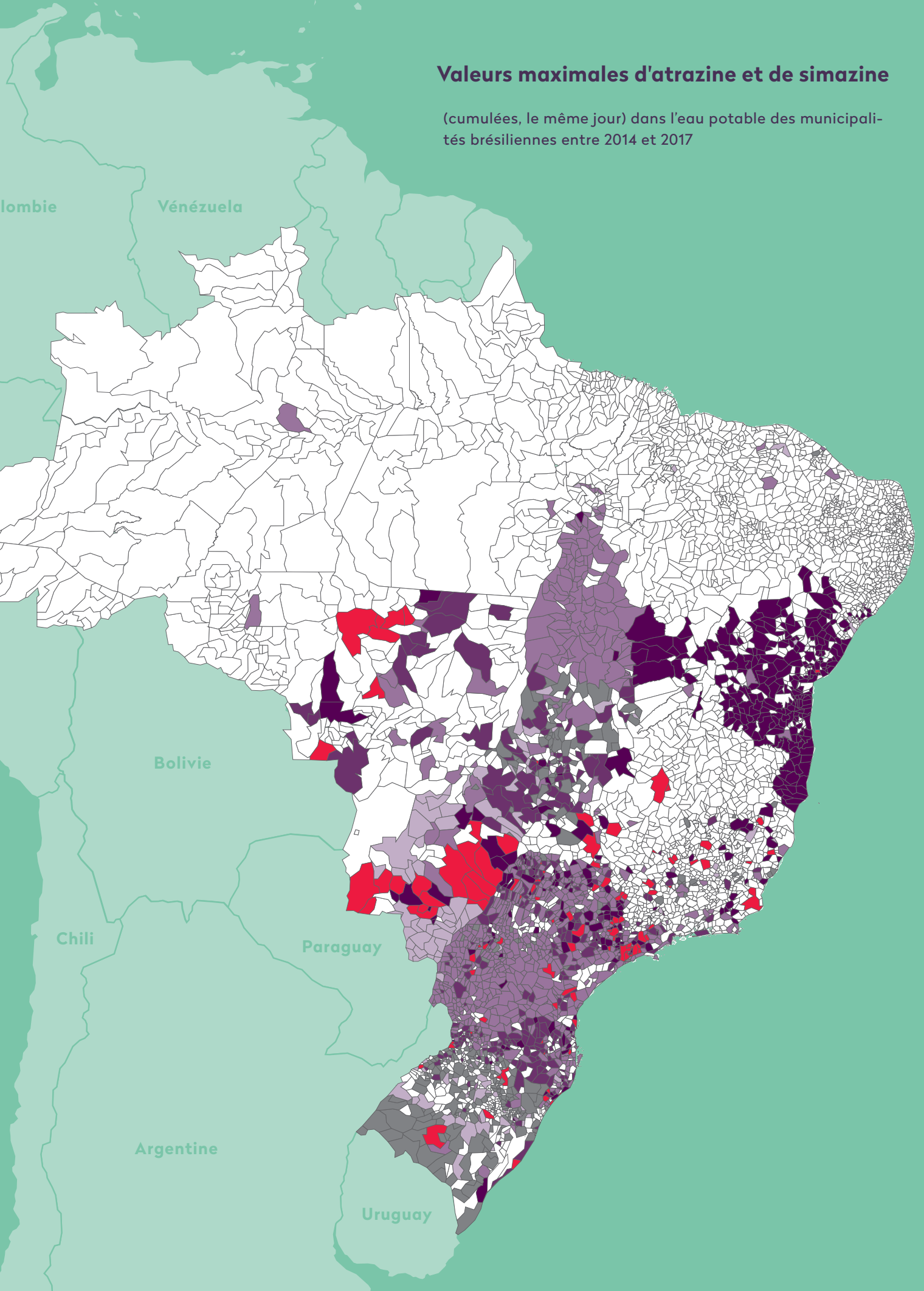
## Made in USA

Geigy a commencé à produire l'atrazine sur son site de la Schweizerhalle, près de Bâle. Mais, en 1986, c'est la catastrophe : un incendie éclate dans un entrepôt et des milliers de litres de substances toxiques, dont près de 500 kg d'atrazine, sont déversés dans le Rhin. Ce « Tchernobâle » fait les gros titres de la presse suisse ; il est même mentionné dans le *New York Times*.

Quelques années après cet accident, la production d'atrazine a été complètement délocalisée à St-Gabriel, en Louisiane (États-Unis), où Geigy avait ouvert en 1969 une nouvelle usine pour faire face à l'augmentation de la demande. En 2002, une étude montre que les employés de cette usine affichent des taux de cancer de la prostate nettement plus élevés que dans le reste de l'État. Syngenta explique ce taux plus élevé par son programme de dépistage très poussé.

## Valeurs maximales d'atrazine et de simazine

(cumulées, le même jour) dans l'eau potable des municipalités brésiliennes entre 2014 et 2017



## Malformations, défaillances cardiaques, cancers – les conséquences des pesticides toxiques sur la santé au Brésil

Malgré les moyens limités dévolus à la recherche, les preuves scientifiques du lien entre pesticides toxiques et maladies graves sont de plus en plus nombreuses au Brésil. Les conclusions d'études réalisées dans quatre régions agricoles sont très préoccupantes, et il est impossible d'estimer l'ampleur de l'impact de ces substances sur la santé humaine.

CARLA HOINKES

En 2015, l'Institut brésilien du cancer (INCA) dénonçait haut et fort la généralisation de l'utilisation massive de pesticides dans le pays, et mettait en garde contre ses conséquences sur la santé. L'exposition chronique due aux résidus de substances dans l'environnement et dans les aliments – la plupart du temps à faible dose – pourrait toucher l'ensemble de la population et avoir un impact à long terme sur sa santé. Parmi les conséquences médicales possibles, l'Institut cite « l'infertilité, l'impuissance, les malformations congénitales, les problèmes neurologiques, les troubles du système hormonal, les malformations et les cancers ». Selon l'INCA, 600 000 personnes vont dé-

velopper un cancer en 2019, soit 75 % de plus qu'en 2000. Le ministère brésilien de la Santé relève que de nombreuses études mettent en évidence « des taux de cancers excessifs chez les travailleurs agricoles » qui seraient « potentiellement liés à leur exposition aux pesticides ». D'après des recherches scientifiques, la prévalence de cancers du sein, de la prostate ou du côlon, ainsi que de l'ensemble des cancers, est souvent nettement plus élevée dans les régions où de grandes quantités de pesticides sont utilisées. Des études montrent en outre que les enfants dont les parents ont été exposés à des pesticides présentent un plus grand risque de naître avec des malformations congénitales.

« Mais ce que nous savons aujourd'hui ne représente vraisemblablement que la partie émergée de l'iceberg », déplore Karen Friedrich du ministère public du Travail. « Les fonds publics dévolus à la recherche scientifique dans ce domaine sont très limités au Brésil. » Mais même dans ce contexte difficile, « une quantité alarmante d'études solides » mettent en évidence le lien entre exposition aux pesticides et maladies chroniques, ajoute-t-elle. Et l'INCA prévient que les conséquences de l'utilisation croissante de pesticides sur la santé au Brésil ne deviendront visibles que progressivement, car certaines maladies ne se déclarent « que de nombreuses années après un contact avec des pesticides ».



### 1. Mato Grosso – plus de malformations et de cancers chez les enfants

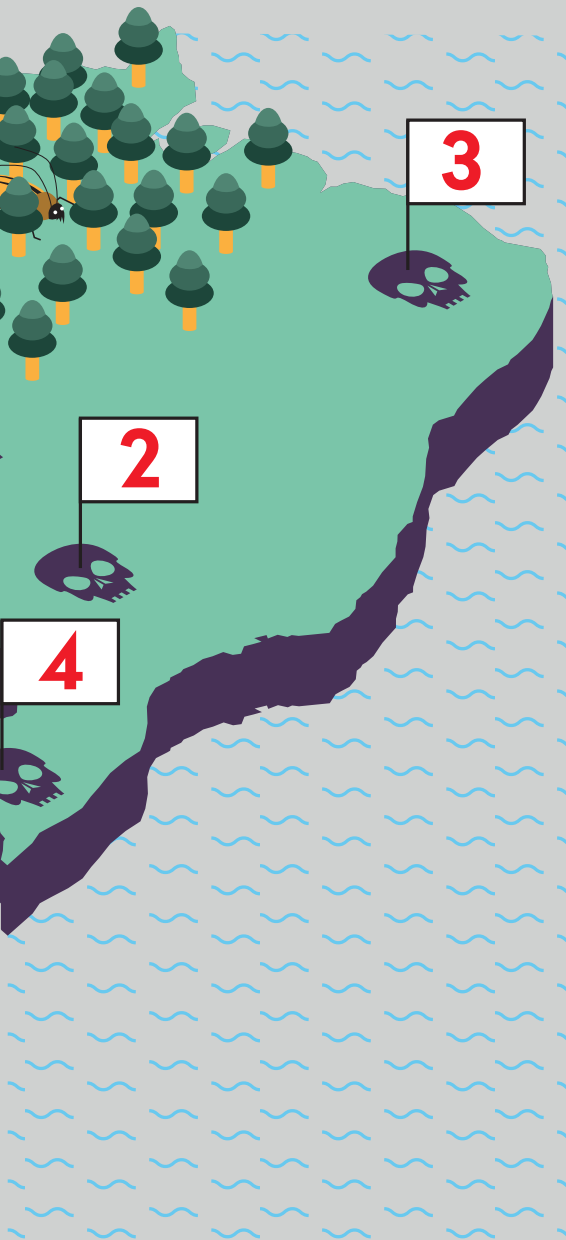
Dans l'État du Mato Grosso, « grenier du pays », deux études réalisées en 2013 et 2017 mettent en évidence un lien entre l'utilisation de pesticides et les cancers infantiles. Selon le Dr Wanderlei Pignati, qui a dirigé les travaux de recherche, le taux de cancers parmi les enfants malades est de quatre à six fois plus élevé que la moyenne dans les municipalités où des pesticides sont utilisés en grande quantité. Deux études réalisées dans des hôpitaux de la capitale, Cuiabá, montrent par ailleurs que les enfants dont les parents ont été exposés à

des pesticides présentent un risque accru de naître avec des malformations. En 2014, le Dr Pignati et son groupe de travail ont constaté que les malformations congénitales étaient deux fois plus fréquentes chez les enfants dont la mère avait été exposée à des pesticides avant leur conception. Selon une autre étude réalisée par la même équipe en 2016, le risque de malformation congénitale est quatre fois plus élevé chez les enfants du Mato Grosso si leurs deux parents ont été en contact avec des pesticides par le passé.

### 2. Cascável, Paraná – plus de p tions cardiaques héréditaires

Alors que les surfaces occupées par la production industrielle de maïs ont augmenté de près de 40 % entre 2000 et 2014, l'utilisation de pesticides s'est accentuée de 111 %. Le nombre de malformations congénitales enregistrées dans l'État du Paraná entre 2004 et 2014 a également connu une nette croissance par rapport à la décennie précédente. Une étude réalisée en 2017 par le célèbre Institut national de recherche pour la santé Fiocruz met en évidence la corrélation entre l'augmentation de certaines malformations congénitales et celle de l'utilisation de pesticides. Elle constate notamment un lien statis-





### 3. Limoeiro do Norte, Ceará – la puberté dès six mois

À Tomé, une commune de 2500 personnes dans le nord-est de l'État du Ceará, un nombre frappant de bébés sont venus au monde avec des malformations congénitales et des troubles hormonaux ces dernières années. Parmi eux, plusieurs filles ont développé une poitrine dès l'âge de six mois. « Alors qu'aucun cas n'avait été enregistré pendant plus de dix ans, cinq enfants sont nés avec des malformations congénitales en moins de deux ans, et trois filles ont atteint leur puberté de façon précoce », explique la D<sup>e</sup> Ada Aguiar, chercheuse à l'Université de Ceará. Tomé se trouve au milieu de gigantesques plantations irriguées où sont cultivés, depuis les années 2000, des agrumes, des melons, des bananes et autres fruits – essentiellement destinés à l'exportation –, à grand renfort de pesticides. La D<sup>e</sup> Aguiar et son équipe ont fait des recherches sur les cas de puberté précoce et de malformations congénitales, et ont constaté que le père de chacun des

huit enfants concernés travaillait dans l'agriculture et avait été en contact avec des pesticides. Plusieurs mères ont également indiqué avoir été exposées à des pesticides pendant leur grossesse. Des résidus de pesticides extrêmement dangereux ont en outre été décelés dans le sang de certains enfants et parents, ainsi que des traces, dans leurs urines, d'insecticides pyréthroïdes – des substances dont il est avéré qu'elles peuvent occasionner des troubles hormonaux. Si d'autres facteurs ont pu jouer un rôle, la D<sup>e</sup> Aguiar affirme n'avoir « aucun doute que ces cas de malformations et de puberté précoce sont liés aux pesticides ». Tomé a fait l'objet d'une autre étude de l'Université de Ceará en 2013. Celle-ci a montré que dans quatre importantes municipalités agricoles de la région, près de deux fois plus de personnes étaient hospitalisées pour un cancer que dans des communes témoins. Le taux de mortalité par cancer était de 38 % plus élevé.

### esticides, plus de malforma-

tique entre l'emploi de pesticides et le nombre d'enfants naissant avec des anomalies cardiaques héréditaires : 159 cas enregistrés dans l'État de Paraná entre 1994 et 2004 contre 781 entre 2004 et 2014.



### 4. Ijuí, Rio Grande do Sul – un nombre frappant de décès dus au cancer

L'État du Rio Grande do Sul, troisième producteur de soja et premier producteur de tabac au Brésil, enregistre le taux de mortalité par cancer le plus élevé du pays. Dans la région d'Ijuí, où une quantité particulièrement élevée de pesticides est pulvérisée, les taux de décès dus au cancer sont significativement plus élevés que dans le reste de l'État, comme le montre une étude universitaire de 2010. Celle-ci met en évidence le lien entre la mortalité par cancer et les surfaces agricoles, le nombre d'exploitations, les pesticides utilisés

ainsi que le pourcentage de la population travaillant dans l'agriculture. L'oncologue Fábio Franke, de l'hôpital caritatif d'Ijuí spécialisé dans le cancer, a expliqué dans les médias brésiliens qu'un « nombre frappant de travailleurs agricoles figurent parmi les patients souffrant de cancer ». Pour le spécialiste, le « lien direct entre les cancers et les pesticides » ne fait aucun doute. Des études supplémentaires seraient certes nécessaires pour confirmer son hypothèse, mais ce qu'il voit au quotidien est « alarmant ».



# Nos revendications



Les pesticides extrêmement dangereux représentent « un problème de santé publique majeur », comme a alerté l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en 2010 déjà, et une véritable bombe à retardement. Afin de protéger les êtres humains et l'environnement, il est impératif de retirer du marché les substances les plus nocives et d'aider les pays en développement et émergents à les remplacer par des alternatives plus sûres et des pratiques agro-écologiques. Ce pas, essentiel, ne pourra être fait que si les principaux acteurs assument enfin leurs responsabilités.

---

## SYNGENTA : LES DROITS HUMAINS AVANT LES PROFITS

Notre enquête a mis en lumière le rôle central joué par Syngenta dans la vente massive de pesticides classés « extrêmement dangereux » par le Pesticide Action Network. Par ces pratiques, le géant bâlois agit en contradiction avec le code de conduite international sur la gestion des pesticides et les directives de l'OMS et de la FAO.

En profitant de la faiblesse des réglementations dans les pays en développement et émergents pour continuer à vendre des produits interdits en Suisse ou dans l'UE en raison

de leurs effets sur la santé et l'environnement, Syngenta viole en outre les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains. Ils stipulent en effet que les sociétés ne peuvent pas se contenter de respecter le cadre législatif national s'il est manifeste que celui-ci est insuffisant pour protéger la population. Syngenta doit cesser d'exposer des millions de personnes à des substances dont il est avéré qu'elles provoquent de graves problèmes de santé et peuvent même entraîner la mort.

Si la multinationale entend réellement « respecter les droits humains partout où elle opère » et « promouvoir une agriculture durable », elle doit s'engager à mettre un terme à la production et à la vente de pesticides extrêmement dangereux, en présentant un plan et des délais clairs pour la mise en œuvre de cette mesure dont l'importance est vitale.

---

## LA SUISSE NE PEUT PLUS FERMER LES YEUX

En tant qu'hôte du numéro un mondial des pesticides et pays producteur, la Suisse a une responsabilité particulière. Les autorités helvétiques doivent prendre des mesures contraignantes pour lutter contre le commerce irresponsable de pesticides extrêmement dangereux :

- 1) **En inscrivant dans la loi un devoir de diligence en matière de droits humains et d'environnement pour les sociétés domiciliées en Suisse**, comme le propose l'Initiative pour des multinationales responsables. Notre enquête sur les pesticides les plus dangereux illustre une fois encore à quel point il est illusoire d'attendre des multinationales comme Syngenta qu'elles respectent leurs devoirs en matière de droits humains sur une base purement volontaire. Si l'initiative était acceptée, le géant bâlois serait tenu par la loi d'identifier les risques liés à l'utilisation de ses produits et de prendre des mesures crédibles et efficaces pour y remédier.
  
- 2) **En « interdisant l'exportation de pesticides bannis en Suisse en raison de leurs effets sur la santé humaine ou l'environnement »**, comme le demande une motion déposée en décembre 2017 par la conseillère nationale Lisa Mazzone (Verts/GE) et soutenue par 41 parlementaires de tous bords politiques. Celle-ci devrait être débattue d'ici à la fin de l'année. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme publié en 2017, les experts de l'ONU appelaient eux aussi à mettre un terme à cette politique « des deux poids, deux mesures ». La France a montré l'exemple en novembre dernier, en interdisant la production, le stockage et la vente de produits phytopharmaceutiques destinés à des pays tiers et contenant des substances prohibées par l'UE. Sous la pression des lobbys, l'entrée en vigueur de cette interdiction a toutefois été repoussée à 2025.
  
- 3) **En s'engageant en faveur d'un traité international contraignant pour réguler le marché des pesticides extrêmement dangereux**. Pour être endigué, ce problème demande une action forte, et globale, à laquelle la Suisse doit contribuer à la hauteur de ses responsabilités. Interrogé par Public Eye, le Rapporteur spécial Baskut Tuncak souligne, comme d'autres experts des Nations Unies, la nécessité d'un traité contraignant afin de « forcer les entreprises à respecter leurs promesses de longue date d'éliminer progressivement les pesticides extrêmement dangereux ».

Les générations futures doivent être protégées des ravages causés par les pesticides extrêmement dangereux partout dans le monde. Il est temps d'agir et de réguler ce commerce de poisons, en mettant un terme au double standard illégitime qui lui a permis de prospérer.

## Notre pétition

# Syngenta : non aux pesticides extrêmement dangereux !

Syngenta vend chaque année pour près de 4 milliards de francs de pesticides classés « extrêmement dangereux ».\* Ce commerce toxique, mais très lucratif, est au cœur du modèle d'affaires du géant bâlois.

Ces pesticides mettent en danger des millions de personnes dans les pays en développement et émergents. Syngenta profite de la faiblesse des réglementations dans des pays tels que le Brésil ou l'Inde pour y vendre des pesticides interdits en Suisse en raison de leur dangerosité pour la santé humaine et l'environnement. En Inde, ils intoxiquent des milliers d'agriculteurs et agricultrices. Au Brésil, des millions de personnes sont exposées à un cocktail toxique de pesticides dans l'eau potable.

Ces pesticides sont une bombe à retardement. De plus en plus d'études montrent un lien entre l'exposition aux pesticides et l'augmentation des cas de cancer, de la maladie de Parkinson ou de malformations congénitales.

**Nous demandons à Syngenta, leader mondial de ce commerce irresponsable, de cesser de faire des profits au détriment de la santé de millions de personnes. Syngenta doit arrêter de produire et de vendre des pesticides extrêmement dangereux.**

**Merci de nous retourner la carte-réponse ou de signer la pétition en ligne sur**

[www.stop-pesticides.ch](http://www.stop-pesticides.ch)



*\*selon la liste du réseau international Pesticide Action Network (PAN)*

## Syngenta : non aux pesticides extrêmement dangereux !

Syngenta vend chaque année pour près de quatre milliards de francs de pesticides extrêmement dangereux. Leader mondial de ce commerce toxique, mais très lucratif, le géant bâlois profite de la faiblesse des réglementations dans des pays tels que le Brésil ou l'Inde pour y vendre des pesticides interdits en Suisse en raison de leur dangerosité pour la santé humaine et l'environnement.

Nous demandons à Syngenta de cesser de faire des profits au détriment de la santé de millions de personnes et de renoncer à produire et à vendre des pesticides extrêmement dangereux.

**Soutenez notre campagne**  
*#stopHHP*

**Merci de signer notre pétition !**



Campagne soutenue par la Fédération genevoise de coopération (FGC) et la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco)

FEDERATION  
VAUDOISE  
COOPERATION

FEDERATION  
GENEVOISE  
DE COOPERATION

**Merci de nous retourner la carte-réponse ou de signer la pétition en ligne sur**  
[www.stop-pesticides.ch](http://www.stop-pesticides.ch)

Depuis cinquante ans, l'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 25 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne,  
tél. +41 (0)21 620 03 03, [contact@publiceye.ch](mailto:contact@publiceye.ch), compte postal 10-10813-5

[www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)

@PublicEyeSuisse PublicEyeSuisse @publiceye.ch



Agir ici pour  
un monde  
plus juste

**Public Eye**

Déclaration de Berne